INSTITUT D'HISTOIRE SOCIALE
Alpes Maritimes
34 Bd Jean Jaures 06300 NICE ihscgt06@gmail.com

1968

La petite histoire de mai 68 dans les Alpes Maritimes

Le tout jeune Institut d'Histoire Sociale CGT des Alpes-Maritimes, crée fin 2017, a choisi comme premier thème d'activité une présentation de « Mai 1968 dans les Alpes-Maritimes ».

L'objectif n'est pas de « commémorer » mai 68, mais de faire connaître aux salariés l'histoire de ce mouvement, à travers son déroulement dans notre département, plus spécialement du côté des salariés en grève. En cette année anniversaire, nous ne voulons pas laisser la parole à ceux qui voudraient « limiter » mai 68 à une « révolution manquée » ou un « échec » pour les salarié.es. Il importe donc de faire connaître ce qui s'est passé, ce qui a été obtenu dans le monde du travail par cette grande lutte gagnante.

Bien que ne disposant pas de « grandes usines » tous les secteurs économiques des Alpes-Maritimes dans leur diversité sont entrés dans la grève : l'industrie, le bâtiment, les services publics et les fonctionnaires, mais aussi les employé.es du commerce, de l'hôtellerie et des services. Dans son ensemble, le soutien de la population, des paysans et des petits commerçants a été remarquable.

La violence, les barricades, pavés et affrontements avec la police, trop souvent montrés comme les seules images de mai 68, n'ont pas vraiment affectés notre département. Globalement, le mouvement s'est déroulé dans le calme, avec une grande responsabilité des salarié.es vis à vis de leur outil de travail.
Notre département a cependant été mondialement « sous les feux de la rampe » avec l'interruption du festival de Cannes, fait unique dans son histoire !

C'est donc à travers un fil de l'histoire jour après jour et des témoignages des acteurs salarié.es que nous avons choisi de présenter mai 68 dans les Alpes-Maritimes.

Sans nier le rôle « déclencheur » de la contestation étudiante, ce sont les millions de grévistes qui ont fait céder le patronat et le gouvernement. Ils étaient 120 000 dans les Alpes-Maritimes au plus fort du mouvement.

L'histoire de mai 68 est riche d'enseignements. Alors que les années précédentes, patronat et gouvernement refusaient de répondre aux revendications des salariés au motif que cela mettrait l'économie en péril …. la réalité leur a donné tort. Après une augmentation du SMIC de 35 %, des salaires moyens entre 14 % et 100 %, la réduction du temps de travail et l'augmentation des congés, la France a connu après 68 un formidable élan de son économie nationale, avec une forte baisse du chômage et une explosion de la productivité. Cela démontre bien que la satisfaction des besoins sociaux est non seulement socialement nécessaire, mais économiquement utile et efficace !

Enfin, mai 68 n'a pas été uniquement la satisfaction des revendications de millions de salariés. Au delà des questions relatives au travail (rémunération, temps de travail), la reconnaissance du syndicat dans l'entreprise a profondément changé les relations sociales.

Les mentalités aussi ont été bousculées. Ce mouvement a notamment ouvert la voie à une autre place pour les femmes. Si elles sont peu nombreuses sur les photos des manifestations, elles ont participé très activement aux occupations des lieux de travail et à l'élaboration puis la défense des revendications. Ce n'est pas un hasard si les mouvement féministes, y compris au sein de la CGT, se sont développés à partir des années 70.

Au regard des conditions actuelles des salaires et du travail, la situation ressemble à bien des égards à celle de 1968, mais il est connu que l'histoire ne se répète jamais. Par contre, le gouvernement actuel a pour ambition de détruire les conquis sociaux jugés « ringards », dont un certain nombre sont issus des luttes de mai 68. C'est aussi pourquoi il est important de se souvenir qu'ils sont les résultats de luttes gagnantes, menées dans l'unité avec une forte mobilisation.

34 Bd Jean Jaures 06300 NICE ihscgt06@gmail.com

L'Etincelle,

SOMMAIRE

2-3. L'Etincelle, le journal des grèves
4-5-6-7. Le fil de mai 68 dans les Alpes Maritimes
8. L'efficacité de l'action populaire, déterminée et unie (Toussaint Allouch)
9. Vu de l'Union Locale de Cannes (Georges Fettuciari)
Les gaziers, électriciens dans l'action
Interview Nice Matin 17 juin (Louis Tenerini)
10-11-12-13. Paroles de cheminots
14. Souvenir d'enseignantes
15. Le journal d'une jeune institutrice (Michèle Grinda)
Le petit mot d'une lycéenne (Lucette Nativi)
16. Paroles d'ouvrier de l'aérospatiale à Cannes (Alexis Ducros)
17. La première femme déléguée de l'aérospatiale à Cannes (Claude Fettuciari)
Le plombier de Grasse (Alain Pebre)
Mécanicienne Cote d'Azur Textiles (Josette Broch)
18. Un 68 qui changera la donne chez Spada (Jacques Tiberi)
L'hôpital psychiatrique Ste Marie (Jean Ferrandi)
19. 68 dans l'entreprise TNL (Jacques Buduca)
Vendeuse à la Riviera (Nicole Sauret)
20.
Jeune inspectrice à la recette des finances (Albine Mayaffre)
21. Mon mai 68 ? L'occupation du Palais des Festivals à Cannes (Jean-François Téaldi)
22-23. Mai 68 à Cannes Récit de Jean Daniel Simon cinéaste
24. Nice Matin

Pour communiquer ou adhérer à l'I.H.S CGT 06

CONTACT : ihscgt06@gmail.com

Renforcement de la C.G.T.
Du 18 au 22 MAI 1968
1.404 adhésions ont été enregistrées.

NICE	1234	VALLAURIS	7
CANNES	65	DIVERS	24
GRASSE	74		

Soit par profession

PRODUITS CHIMIQUES	6	SECURITE SOCIALE	6
BATIMENT	374	P.T.T.	30
COMMERCE	21	BANQUES	15
METALLURGIE	488	PARFUMERIE	36
COUTURE	67	CERAMIQUE	16
HOSPITALIERS	12	TRANSPORTS	50
MUNICIPAUX	6	BOIS	25
CHEMINOTS	11	DIVERS	41

Travailleurs Employés et Cadres
Rejoignez massivement les rangs de la C.G.T.

BULLETIN D'ADHESION

L'ETINCELLE C.G.T. n° 1

Pourquoi ce bulletin ?

Soutenez-Nous en retournant le bulletin d'adhésion ci-contre

GREVE ILLIMITEE
OCCUPATION DES LOCAUX
SATISFACTION DE TOUTES NOS REVENDICATIONS
SORTIE

L'Etincelle » est le journal de l'UD CGT des Alpes-Maritimes, avec une parution épisodique. Pendant les événements de mai 68, il est publié chaque jour. Il est rédigé par les militants et tiré la nuit sur une ronéo pour être distribué dès le lendemain matin.

L'édito du premier n° du 23 mai 1968 explique sa nécessité :

Pourquoi ce bulletin ?

La radio, la Télé et la presse réactionnaire déforment la vérité de notre mouvement et font le silence sur ce qui se passe dans les entreprises en grève et sur les centaines d'initiatives prises par les Travailleurs et la C.G.T. pour assurer le succès de l'action engagée.

- Pour combattre les mensonges du pouvoir ;
- Aider les grévistes dans la conduite de leur lutte ;
- Leur faire connaître ce qui se passe sur le front de la grève ;

L'UNION DEPARTEMENTALE DES SYNDICATS C.G.T. DES ALPES-MARITIMES a décidé d'éditer quotidiennement ce journal.
Soutenez le.

Dès le départ, les revendications des salariés sont annoncées :

Que voulons-nous ?

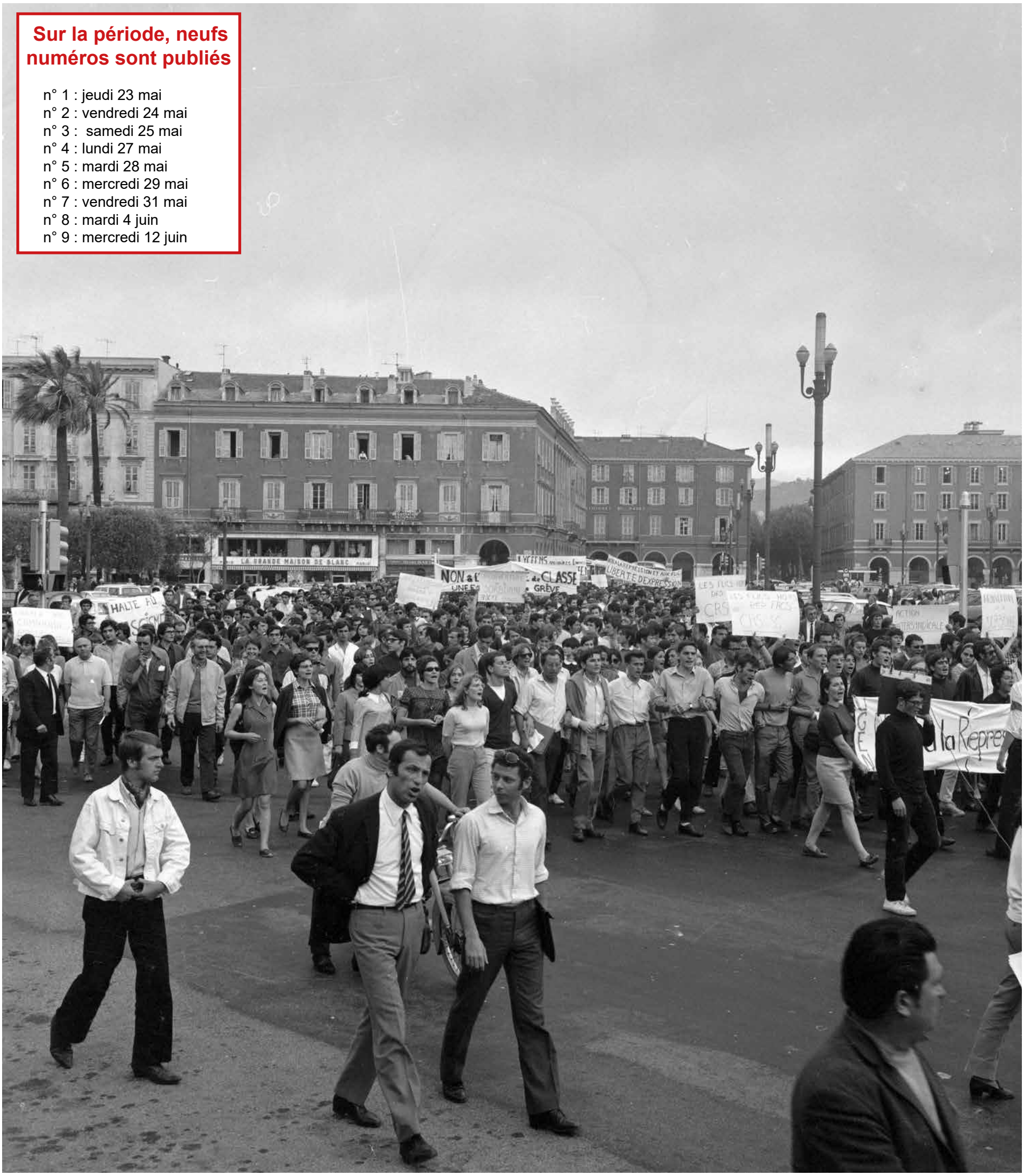
Obtenir satisfaction aux revendications clairement définies. Par conséquent, il est exclu que nous puissions nous contenter de promesses, vagues plans de réformes sociales et économiques.
Nous réclamons qu'il n'y ait pas de salaire inférieur à 600 Frs par mois ;
- des mesures concrètes assurant la sécurité de l'emploi et la garantie des ressources ;
- la réduction du temps de travail sans diminution du salaire ;
- l'avancement de l'âge de la retraite à 60 ans ;
- l'extension des droits et libertés syndicales à l'entreprise.

Nous concevons que cela implique de reconsidérer fondamentalement la politique jusqu'alors suivie par le gouvernement en matière économique et sociale.

le journal des grèves

Sur la période, neufs numéros sont publiés

n° 1 : jeudi 23 mai
n° 2 : vendredi 24 mai
n° 3 : samedi 25 mai
n° 4 : lundi 27 mai
n° 5 : mardi 28 mai
n° 6 : mercredi 29 mai
n° 7 : vendredi 31 mai
n° 8 : mardi 4 juin
n° 9 : mercredi 12 juin



Sont aussi mises en avant les revendications sur l'abrogation des ordonnances anti-sociales et la suppression de l'abattement de zone pour les salaires.

La publication de l'Etincelle quotidienne permet d'annoncer les réunions d'information au siège de l'UD (tous les soirs à 21 heures), les tournées de solidarité entre les entreprises. Elle fait régulièrement le point sur les adhésions, les créations de syndicats mais aussi sur et les initiatives de solidarité financières ou en alimentation.

Elle informe à la fois sur le déroulement des actions dans les différentes villes du département et sur les manifestations festives et culturelles.

Dans ses derniers numéros, elle présente les nombreux acquis de la lutte dans les différents secteurs et organise le soutien des entreprises encore en lutte.

34 Bd Jean Jaures 06300 NICE ihscgt06@gmail.com

Le film de mai 1968 . . .

Samedi 4 mai
Une dizaine d'étudiants manifeste à Nice contre les arrestations des étudiants de Nanterre

Lundi 6 mai
Grève de 48 heures lancée dans les facultés de Nice et premier meeting important

Mardi 7 mai
Piquets de grève dans les facultés de lettres et de sciences et assemblées générales (400 présents dans chaque AG). Arrêt de travail à l'usine Sud-Aviation de Cannes

Mercredi 8 mai
Manifestation étudiante de la fac de lettres au Palais de Justice pour le retrait des forces de l'ordre à Paris. Les contrôleurs de la navigation aérienne de l'aéroport de Nice décident d'une grève de 48 h.

Jeudi 9 mai
La fédération des exploitants de fruits et légumes et les syndicats agricoles se réunissent pour débattre de la question des horaires de travail. Pas de distribution du courrier

Vendredi 10 mai
Le mouvement de grève des facultés se poursuit à Nice. L'usine Sud-Aviation de Cannes cesse le travail pendant 30 minutes

Samedi 11 mai
Manifestation de 2 000 étudiants à Nice

Lundi 13 mai
Manifestation commune étudiants – travailleurs de plus de 20 000 participants. Grève suivie à 80 % dans les services publics et les entreprises privées

Jeudi 16 mai
Les lignes de la compagnie Air Inter sont perturbées dans les Alpes-Maritimes et les grèves commencent à s'étendre partout

Vendredi 17 mai
Le mouvement prend de l'ampleur. Pas de courrier, toujours pas de trains, de taxis et d'autobus. A l'aéroport, quelques vols de certaines compagnies. A EDF-GDF, dans les hôpitaux et les services municipaux, des réunions ont lieu pour débattre de la suite du mouvement. Les secteurs de la métallurgie et du bâtiment sont aussi en grève. Les services municipaux sont déterminés pour manifester. Les AG étudiantes débattent sur les examens

Samedi 18 mai
Le festival de Cannes est interrompu et le Palais occupé. Les jours suivants s'ouvrent des débats sur la crise du cinéma et les mesures pour en sortir

Dimanche 19 mai
- La grève est décidée dans l'entreprise TNL, avec comité de grève et permanence jour et nuit. Des rondes permettent la protection du matériel. Les feuilles de service journalières sont contrôlées par les grévistes pour démontrer à la direction qu'ils sont capables d'organiser eux-même le travail. Pour la bonne humeur et la détente, les loisirs ne sont pas oubliés
- La grève illimitée sans occupation des locaux est décidée à l'observatoire de Nice par une majorité. Trois commissions (chercheurs, techniciens et employés) sont formées. Les grévistes convient le public à visiter l'observatoire et c'est plus de 500 personnes qui répondent à cette invitation

Lundi 20 mai
- L'O.R.T.F. Côte d'Azur Actualités se solidarise avec le mouvement de grève national. Pour appuyer la masse des travailleurs de tous les secteurs dans leurs revendications, tout le personnel radio et télé de la Brague est en grève à partir de ce jour. Seules sont diffusées les informations parlées et télévisées dont l'objectivité est assurée par une intersyndicale représentant toutes les catégories de personnel
- A Cannes, l'usine Sud-Aviation est occupée le matin après un vote secret du personnel : 550 personnes dont 130 ingénieurs et cadres sont réunis
- Les douaniers n'effectuent plus les contrôles à la frontière. A l'aéroport, un seul avion décolle « à vue ». Il n'y a plus de courrier. Le ramassage des ordures est suspendu

Mardi 21 mai
Les Alpes-Maritimes sont paralysées. Tous les secteurs sont concernés : dockers, abattoirs, Assedic, autoroutes, Sécurité Sociale, Douanes, aéroport, PTT, taxis, mairies, banques, métallurgie, bâtiment, EDF-GDF, Finances, Chemins de fer de provence, Sncf, parfumeries, établissements scolaires...
Les arrêts de travail se multiplient secteur après secteur et les entreprises ferment les unes après les autres. Seul, les petits commerces fonctionnent pour ravitailler la population du département

Mercredi 22 mai
La grève générale commence dans l'Éducation Nationale, jusqu'au 6 juin pour les instituteurs et le 11 juin pour les professeurs. Violentes bagarres à la faculté de lettres
- Assemblée Générale de 300 travailleurs du bâtiment à l'UD
- La totalité des établissements d'enseignement technique du département est en grève
- Réunion des travailleurs de NOVARRO, MARTINI, GONDRAND, PAVESI, MARI, MEARELLI, TNL et VIGNA pour reconstituer le syndicat local des transports, qui tiendra une permanence quotidienne à l'UD
- Les travailleurs de la chambre syndicale typographique de Nice sont en grève illimitée. A Grasse, toutes les parfumeries sont fermées
- Du 18 au 22 mai, 1 404 adhésions à la CGT sont enregistrées (1 234 à Nice, 65 à Cannes, 74 à Grasse, 7 à Vallauris et 24 divers). Après une réunion chez Spada, adhésion de 50 travailleurs
- Les employés de la mutuelle familiale des travailleurs circulent à travers la ville de Nice pour vendre des bons de soutien à l'UD-CGT. Tous les commerçants contactés leur font un bon accueil et la somme de 20 000 Frs est récoltée. La même initiative est organisée par les municipaux de Cagnes sur Mer

Jeudi 23 mai
- Grève dans les cafés (Hôtel Commerce Restauration). L'occupation se déroule dans le calme et les grévistes discutent avec les clients. La CGT fait 65 adhésions
- Aux abattoirs de Nice, le personnel décide suite à un arrivage de viande le matin :
  - d'autoriser la livraison dans les hôpitaux et en Corse, ainsi que la vente dans les Halles ;
  - de faire l'abattage vendredi malgré la fermeture des Halles

Cette décision permet un approvisionnement normal de la population assure le contrôle sanitaire de la viande pour éviter que soit mise en vente une marchandise impropre à la consommation.
- Poursuivant la grève, décidée à l'unanimité par tous les services, le comité de grève des municipaux de Nice propose l'enlèvement des ordures ménagères dans les points les plus cruciaux de la ville. Des hommes munis de la banderole « Service de sécurité » circulent dans les différents quartiers
- Le comité de grève des organismes de Sécurité Sociale met en place un service de sécurité, approuvé par la direction. Il permet d'assurer la garde, les soins et la nourriture des assurés sociaux en stage de rééducation. Le personnel en grève occupe les locaux à Nice, Antibes, Cannes et Menton. Les loisirs ne sont pas oubliés (ping-pong, disques, télé) pour communiquer et mieux se connaître. Des tables rondes sont organisées sur les revendications

- 3 wagons de marchandises sont en gare (13 tonnes de charcuterie, 7 tonnes de fromage et 8 tonnes de pommes). Le comité de grève des cheminots de Nice prends contact avec les clients et les aide pour le déchargement
- Une reconnaissance de tous les colis de Nice-Ville et St Roch est effectuée pour de remettre à l'inspecteur de pharmacie tous les produits pharmaceutiques
- La grève est étendue à toutes les entreprises de transport grâce à l'aide des agents de TNL qui ont contribué à l'établissement de cahiers de revendications. Un comité de coordination du bâtiment est crée, comprenant un représentant de chaque chantier en grève. A Nice, 96 % des chantiers sont en grève
- A Cannes, le personnel de l'usine Sud-Aviation décide de poursuivre la lutte pendant tout le temps des négociations et jusqu'à ce que ces dernières soient jugées acceptables par tout le personnel
- Réunion départementale de la métallurgie le soir à la Bourse du Travail, pour faire le point sur les cahiers revendicatifs et désigner une délégation pour déposer une motion à la chambre patronale
- Par une décision d'AG, les élus des établissements d'enseignement technique refusent de siéger aux commissions administratives paritaires. Un groupe d'une centaine d'enseignants se rend au rectorat où une délégation élue est reçue par l'inspecteur principal de l'enseignement technique

La Collecte de soutien au journal de l'UD: 1 348,71 Fr versées le 23 mai

Vendredi 24 mai
La pénurie s'installe. Les produits de première nécessité manquent. Plus de 6 000 employés des services publics et d'entreprises défilent à Nice. Annonce le soir par le président de la république d'un référendum.

dans les Alpes Maritimes

✓A Vallauris, toutes les grandes entreprises sont fermées et 80 % de l'industrie artisanale participe au mouvement, avec le soutien de la population

✓A Grasse, le trust de la parfumerie voulait orienter la colère des paysans contre les grévistes, mais il a dû capituler et signer un accord. Celui-ci arrête le traitement uniquement de la rose de mai portée par les producteurs, effectué par le personnel de l'usine sous le contrôle du comité de grève, avec blocage du produit jusqu'à l'obtention des revendications. Le paiement intégral aux producteurs des roses traitées sera effectué dans des délais normaux par les parfumeurs

✓Décision de grève illimitée des personnels des messageries Hachette, avec occupation des locaux, bien que l'employeur leur ait accordé une cinquième semaine de congé en hiver

✓Les porteurs de chez Roblot décident par mesure d'hygiène et d'humanité d'assurer leur travail, en portant un macaron de solidarité avec les grévistes

✓Le bureau de l'UD CGT se félicite des adhésions arrivant par listes entières : 330 enregistrées dans la journée du 24 mai (112 à Grasse, 38 à Cannes et 180 à Nice)

✓De nombreuses initiatives individuelles ou collectives prises par la population apportent aux grévistes un témoignage précieux de soutien et d'aide :

A Cannes, la majorité des salariés d'une entreprise ayant refusé de s'associer au mouvement, 3 employés solidaires versent un jour de salaire. Un anonyme vient spontanément verser 100 Frs à l'UL. A Nice, un commerçant en radio-télévision met deux postes de télé à la disposition du comité de grève des organismes de Sécurité Sociale. Un petit détaillant en épicerie offre des fruits et des biscuits à ce même collectif. Les commerçants du quartier de la République versent 300 Frs lors d'une collecte pour les grévistes TNL

Samedi 25 mai

Les négociations de Grenelle à Paris commencent à 15 heures. A Nice, 6000 personnes défilent à l'appel de la CGT et les liaisons maritimes avec la Corse sont suspendues

✓La ville de Menton voit grandir de jour en jour le nombre d'entreprises en grève et le renforcement de la CGT : 2 000 grévistes et 30 entreprises fermées. L'UL rend visite aux entreprises pour implanter le syndicat.

34 Bd Jean Jaures 06300 NICE ihscgt06@gmail.com

Le film de mai 1968 . . .

Les commissions d'organisation des loisirs des cheminots et de la Sécurité Sociale préparent des divertissements pour les grévistes

- Les sapeurs pompiers contestent l'information publiée dans la presse régionale et rappellent qu'ils participent à la quasi-unanimité à la grève illimitée. Ils réaffirment leur irréductible opposition à servir d'appoint aux forces répressives de police. Ils refusent de jouer les briseurs de grève en arrosant les manifestants
- Chez les postiers, un accord de principe intervient entre le comité de grève et la direction. Nice Interubain assurera les communications d'urgence
- En dépit des velléités de la direction, les employées des Galeries Lafayette continuent la grève. A Prisunic, les locaux ne sont pas occupés mais le piquet de grève est en place. Les salarié.es se rendent auprès des grévistes de Casino, Prisunic Gorbella et Cimiez, Niceco afin de les soutenir
- La « Maison de vieillards - La Colline-Cojasor », en grève à 99 %, assure un service de sécurité pour répondre aux besoins des pensionnaires. Le personnel de la Maison de L'Enfance à la Trinité, en grève illimitée assure un service de sécurité. Il fait appel à la solidarité des familles afin que les enfants soient repris par leurs parents
- Concert de jazz du syndicat des musiciens dans le hall de la CPAM et chez Vernier. Une tournée de projections de films est organisée par l'équipe de l'UD-CGT

Dimanche 26 mai

Une délégation de l'UD CGT 06 se rend à San Remo pour participer à un meeting de solidarité organisé par Gino Napolitano député de la ville. Elle est chaleureusement applaudie et les travailleurs italiens s'engagent pour des aides. Ainsi, les cheminots de Menton-Vintimille reçoivent une quantité importante de denrées alimentaires

Lundi 27 mai

Les propositions du gouvernement sont jugées insuffisantes par les travailleurs du département. Chez les municipaux, les coiffeurs, à l'aéroport et dans le bâtiment le mouvement ne faiblit pas. Le comité de grève des étudiants organise une manifestation qui réunit la gauche non communiste et non cégétiste

- A l'unanimité, les employés et cadres de la Direction Générale des Impôts (contributions directes, contributions indirectes, enregistrement et cadastre) poursuivent la grève illimitée. Les locaux sont occupés dans une bonne ambiance et les piquets de grève assurent la sécurité
- Les coiffeurs en grève à 95 % défilent dans les rues de Nice avec un panneau comportant leurs revendications. La chambre syndicale des Maîtres coiffeurs reçoit une délégation et de nombreuses adhésions sont faites
- Grève des enseignants à 80 % dans les lycées. Une délégation dépose ses revendications auprès de l'inspecteur académique. Un comité de solidarité se constitue pour venir en aide aux familles de grévistes
- A l'UD 4 000 adhésions sont enregistrées entre le 18 et le 26 mai (Nice : 1 500, Grasse : 300 et Cannes plus de 400). L'aide financière aux grévistes se poursuit : 2 388 Frs
- A Vallauris, la municipalité organise un repas pour les enfants de grévistes durant toute la durée du mouvement
- A Cannes, à la suite d'interventions de l'UL bien accueillies par les producteurs et revendeurs, le prix des pommes de terre est ramené de 1,80 Frs à 0,80 Frs. Tout en poursuivant la grève, les municipaux prennent des dispositions nécessaires afin que la population cannoise n'ait pas à souffrir des mouvements de grève

Mardi 28 mai

Les salariés des Alpes-Maritimes veulent poursuivre le mouvement jusqu'à satisfaction totale de leurs revendications. A Nice, toutes les entreprises sont fermées. De nombreux secteurs font part de leur décision de poursuivre le mouvement : collèges et enseignement technique, bâtiment, banques, Finances, coiffeurs, Sécurité Sociale, Texas-Instruments, SCOM, Municipaux de Nice, Artis, EDF, dockers, parfumerie à Grasse, cheminots, ...

- La Commission Administrative de l'UD CGT des Alpes-Maritimes publie une déclaration approuvant la décision de la délégation nationale qui a refusé de signer « le constat de Grenelle ». Elle appelle à imposer au niveau des branches et des entreprises ce que le patronat n'a pas consenti au niveau national. Elle rappelle que la décision revient aux salariés en lutte et insiste sur le nécessité de conserver l'unité dans l'action
- Les dockers et les salariés de TNL vont en délégation à Nice-Matin pour protester contre les mensonges du journal. Les dockers se déclarent prêts à bloquer les livraisons de papier si le journal ne fait pas preuve d'objectivité vis à vis de la CGT.

dans les Alpes Maritimes

Mercredi 29 mai

Manifestation de plus de 10 000 mécontents des propositions du gouvernement. La préfecture tente de trouver des solutions pour transporter les personnes bloquées dans les Alpes-Maritimes. Annonce de la dissolution de l'assemblée nationale wwpar le président de la république

- Durcissement du mouvement : les premières coupures de courant dans les Alpes-Maritimes
- Le directeur de la chambre syndicale de l'aéroport de Nice refuse un local à ses employés pour se réunir afin de déterminer leur position vis à vis de leur camarades d'Air France en grève … mais n'hésite pas à le mettre à la disposition de l'armée organisant des vols vers la Corse !!
- Plus de 5 000 adhésions à la CGT dans les Alpes-Maritimes

Jeudi 30 mai

Deux entreprises du transport reprennent le travail mais la mobilisation reste très forte. Manifestation commune travailleurs-étudiants

- Suite à des accords entre grévistes et administrateurs, les bureaux comptables du trésor public ouvrent pour payer les retraités et pensions et la Trésorerie municipale de Nice verse les allocations de secours aux chômeurs. Les fonctionnaires de la Direction Générale de s Impôts décident à l'unanimité la poursuite de la grève

Vendredi 31 mai

Manifestation unitaire CGT – CFDT – FO – FEN – UNEF qui rassemble plus de 30 000 personnes à Nice. Le bureau confédéral de la CGT déclare : « La reprise du travail dépend de la reprise des négocia tions sur des bases susceptibles de convenir aux travailleurs en lutte légitime ». L'essence revient dans les stations service, la presse rapporte que les chars convergent vers Paris.

- A St Martin du Var, la direction suivant les directives gouvernementales veut faire une élection à bulletin secret. Les ouvriers répondent en votant à 90 % pour la continuation de la grève !
- Le comité de grève de la Sécurité Sociale décide d'organiser un service de vaccination des nourrissons. Les Mutuelles en grève pourront délivrer les bons de prise en charge pour les interventions chirurgicales lors d'un service de permanence
- Les sections syndicales de la Fédération des exploitants agricoles ramassent un camion de marchandises à Villeneuve-Loubet, Cagnes-sur-Mer, dans la plaine du Var et au marché de la gare St Isidore. A Cannes et à Grasse, ils recueillent plus de 2 tonnes de marchandises. Azur Lait fait un don de 220 litres de laits, 5 litres d'huile et 215 Frs en espèces. Les commerçants du vieux Nice donnent de la viande, du poisson et divers produits
- Publié dans l'Etincelle, cet encart : « Le Dr Cosnier, chirurgien dentiste, 195 promenade des anglais à Nice, se met à la disposition des grévistes pour les soigner gratuitement. Demander un rendez-vous par téléphone ».

Samedi 1er juin

Les comités de défense de la république organisent des manifestations à Nice et à Cannes, avec un jour de retard par rapport au reste de la France

Du lundi 3 au vendredi 7 juin

Reprise quasi totale du travail

Mardi 4 juin

Les négociations qui se poursuivent aboutissent dans un certain nombre de secteurs à des résultats importants. Ailleurs, on assiste à des lenteurs et une attitude restrictive.

- La solidarité s'organise pour les travailleurs contraints de poursuivre leur lutte. Les paysans de l'arrière pays, de Vence et de Cagnes-sur-Mer ont apporté un camion de fleurs dont la vente à la population a rapporté une collecte de 2 000 Frs. Les Usines Laitières de Mouans-Sartoux et de la route de Grenoble ont offert une centaine de litres de laits pour les enfants des grévistes. Une somme de 300 Frs a aussi été recueillie. Un commerçant de Nice a fait un don de 200 kg de pommes de terre, distribuées aux familles nécessiteuses
- L'Etincelle fait la liste des importants succès revendicatifs d'ores et déjà acquis. L'UD CGT comptabilise plus de 7 000 adhésions depuis le début du mouvement

Lundi 10 juin

Dernière manifestation étudiante et lycéenne pour protester contre le répression policière et la liberté d'expression

Mercredi 12 juin

Dans les Alpes-Maritimes, restent en grève les Ets Vernier à St Roch et la Trinité, MEPP, OTIS, les magasins CASINO et le Palais de la Méditerranée.

- Chez CASINO, la direction veut imposer aux employés des super marchés en grève un accord inférieur aux accords de Grenelle, repoussé par tous les travailleurs, qui demandent l'application intervenue dans les autres grands magasins. Pour essayer de briser la grève, la direction fait venir des cadres de St-Etienne
- La solidarité se poursuit. L'UD publie les comptes du fonds de solidarité : elle a collecté 21 789,22 Frs et reversé 18 980 Frs. Elle communique aussi des versements directs entre syndicats

La solidarité internationale a pleinement été mise en œuvre. Ainsi, la FSM (Fédération Syndicale Mondiale) a versé 500 000 Frs et la CGIL (Confédération Générale du Travail Italienne) a apporté 10 millions de lires

- A l'O.R.T.F., la télévision et la radio sont toujours en grève, pour des informations impartiales, honnêtes et complètes ; pour l'indépendance à l'égard du gouvernement, quel qu'il soit ; pour des programmes de qualité. L'armée et les forces de police investissent les émetteurs. De nombreux grévistes seront licenciés
- L'Etincelle poursuit la liste des victoires et résultats significatifs obtenus dans de nombreux secteurs.

Et après...

La CGT compte

25 000 adhérents

fin 68 et le mouvement fait émerger de nombreux jeunes militants, riches d'une expérience inoubliable.

34 Bd Jean Jaures 06300 NICE ihscgt06@gmail.com

L'efficacité de l'action populaire, déterminée et unie

Le 1er mai 1968

A l'appel de la CGT, de très grandes manifestations ont lieu dans tout le pays, comme à Nice, Cannes, Grasse, Antibes et Menton. On assiste à une mobilisation d'une grande ampleur et l'idée du « Tous ensemble » s'exprime avec force.

Arthur Laurent (pancarte), Eusébi (porte-drapeau)

Dans la nuit du 10 au 11 mai

Les affrontements entre les étudiants et les forces de l'ordre conduisent à de violentes répressions qui soulèvent l'indignation chez les travailleurs.

La CGT propose aux autres centrales syndicales une riposte de masse pour le 13 mai avec des arrêts de travail. Ce 13 mai, à l'appel de la CGT, CFDT et FO connaît des manifestations et arrêts de travail sans précédents. A Nice, on dénombre plus de 30 000 manifestants.

Le lendemain

Des grèves éclatent. C'est le début de ce grand mouvement social qui gagnera en puissance de jour en jour. Dans les Alpes-Maritimes, on peut estimer à environ 120 000 les grévistes, avec occupation d'une majorité d'entreprises en grève, qui très vite, gagnent l'ensemble des professions, y compris dans des entreprises où il n'existe pas d'organisation syndicale.

Ces grèves et occupation sont décidées démocratiquement par des assemblées générales de salariés. Là ou n'existe pas d'organisation syndicale, les salariés délèguent leurs représentants pour venir s'informer à la Bourse du Travail afin d'organiser la grève et l'occupation, se syndiquer et élaborer leur cahier de revendications.

Les Bourses du Travail, les locaux syndicaux ont été durant ces événements, des fourmilières d'initiatives et d'ingéniosité : pour préparer les manifestations et organiser l'approvisionnement des grévistes les plus nécessiteux. Tous les jours des équipes collectaient auprès des agriculteurs des produits (légumes, fruits, lait, …). La distribution était faite au siège de la CGT, à la Bourse du Travail.

Durant toute cette période, l'UD CGT s'est attachée à informer régulièrement les travailleurs de l'évolution de la situation. Tous les jours, elle éditait le journal « L'Etincelle », tiré sur offset et distribué aux grévistes.

Il était aussi un élément déterminant pour l'organisation des manifestations et leur popularisation.

Durant cette période, les effectifs de la CGT ont considérablement progressés, pour atteindre en juin 68 plus de 25 000 syndiqués dans la département. Il faut souligner que, durant toute la durée de la grève et de l'occupation des entreprises et des établissements, les salariés ont veillé à sauvegarder et entretenir leurs outils de travail, qui, à la reprise, étaient opérationnels.

Devant l'ampleur et la détermination du mouvement social, le gouvernement dû ouvrir des négociations qui ont abouti aux « accords de Grenelle », **que la CGT n'a pas signés, en faisant simplement le constat,** et en laissant aux salariés le choix de décider démocratiquement de la suite à donner.

Les acquis de Grenelle sont plus importants que ceux de 1936 :
- augmentation du SMIG de 35 %, augmentation du salaire minimum agricole de 55 % ;
- légalisation du droit syndical dans l'entreprise ;
- réduction du temps de travail et congés supplémentaires.

Les négociations de Grenelle ont été prolongées par des négociations par branches professionnelles et au niveau des entreprises et établissements, portant sur des revendications spécifiques. La reprise du travail après Grenelle s'est effectuée progressivement, en fonction des résultats obtenus dans la branche et dans l'entreprise. Par exemple, les Ets Vernier ont été les derniers à reprendre à la mi-juillet.

Avant mai 68, les relations entre le monde étudiant et la CGT étaient bonnes. En 1967, plusieurs manifestations communes CGT - UNEF ont eu lieu contre la guerre au Vietnam. La CGT était tout à fait solidaire des étudiants pour la démocratisation et la réforme de l'Université.

A partir du moment où certains leaders de groupes gauchistes ont pris la direction de l'UNEF, des difficultés ont surgies. Premièrement parce qu'aux revendications de l'action étudiante ont été substitués des objectifs à caractère politique. Deuxièmement parce que certains dirigeants de la mouvance gauchiste ont voulu remplacer les dirigeants syndicaux, en particulier ceux de la CGT, pour conduire la grève tout en menant une campagne anti-cégétiste, comme si l'adversaire n'était pas le pouvoir et le patronat, mais la CGT.

Tout cela n'a pas facilité le débat avec les étudiants, la compréhension réciproque, et a créé un climat de tension préjudiciable au prolongement de ce mouvement social. Dès le début, une délégation de l'UD-CGT conduite par son secrétaire général Louis Tenérini, s'est rendue à la fac de Lettres boulevard Carlone à Nice, pour exprimer la solidarité des travailleurs. La réception fût pour le moins glacée de la part des dirigeants gauchistes.

Avant les événements de mai 68, le gouvernement et le patronat estimaient impossible de satisfaire les revendications salariales sans mettre en cause l'économie du pays et des entreprises. Après l'application des dispositions de Grenelle, ces revendications ont été satisfaites sans qu'il ait de catastrophe économique pour le pays et la faillite des entreprises. Tout au contraire, il y a eu une relance économique due à l'augmentation du pouvoir d'achat.

Mai 68 a démontré l'efficacité de l'action populaire, déterminée et unie, et a confirmé que le progrès social dépend du rapport de forces entre le capital et le travail. C'est pour cela que le Medef et le pouvoir tentent aujourd'hui de dénaturer et d'enterrer Mai 68.

Toussaint Allouch
Secrétaire Général de l'UL CGT de Nice - secrétaire de l'UD-CGT 06

Vu de l'Union Locale de Cannes

Depuis des semaines, nous sentions les choses venir. Nous pressentions que nous aurions bientôt des opportunités d'actions. Le patronat freinait les avancées sociales des quatre roues pendant que les salariés devaient faire face à une inflation galopante.

Au prorata de l'augmentation du coût de la vie, nous gagnions toujours moins. Les indicateurs économiques gouvernementaux minoraient, bien entendu, bon nombre de paramètres dans l'espoir de nous faire croire que tout allait bien. Mais on ne leurre pas une ménagère qui fait ses courses au quotidien. Les gens étaient mécontents. Nous savions compter !

Mai 68 est né de deux choses : de ce mécontentement mais aussi et surtout de l'espoir en des lendemains meilleurs. Nous pensions que nos actions avaient des chances d'aboutir, nous étions portés par un véritable espoir.

Même les ingénieurs râlaient. C'est vous dire si la situation était grave. A la sortie des grandes écoles, ils étaient embauchés pour un salaire de technicien. Les OP3, les ouvriers professionnels en haut de l'échelle, étaient à quelques francs de la rémunération du jeune ingénieur ! Cette situation a beaucoup servi notre cause car les ingénieurs se rendaient enfin compte que quelque chose n'allait pas. Ils se faisaient avoir au même titre que les autres, ce qui était un phénomène nouveau pour eux.

Durant tout le mouvement, nous avons maintenu nos militants dans le cadre de nos revendications légitimes.

Il ne s'agissait pas de prendre le pouvoir mais de reconquérir du pouvoir d'achat, d'avancer sur le plan social. Il ne fallait pas tout confondre et certains syndicats se laissèrent déborder. Les cégétistes surent gérer mai 68 en gardant raison.

Ainsi, quand monsieur Cornut-Gentille, le maire de Cannes, vint nous demander de faire en sorte que les éboueurs acceptent de reprendre le travail, ne serait-ce que pour enlever les tas de détritus qui empuantissaient les rues de Cannes, nous l'écoutâmes et fîmes le maximum pour raisonner les ouvriers concernés. Les éboueurs nous traitèrent de vendus avant d'admettre que ces ordures représentaient un danger pour l'hygiène publique. Un compromis fut établi et quelques poubelles furent ramassées pour le bien de tous.

Il s'en passa de belles sous couvert de ce mai 68. Des escrocs tentèrent de racketter des magasins en se présentant comme des délégués de la CGT ! Le patron des chaussures André porta plainte et c'est ainsi que nous fûmes mis au courant. Nous dûmes faire publier un communiqué spécifiant que les dons en faveur des grévistes devaient être déposés à l'union locale !

Pour résumer l'action des divers syndicats en mai 68, nous écrirons simplement que la CFTC joua un si petit rôle que nul ne s'en souvient, que FO baissa les armes très tôt, et que l'union syndicale ne tint finalement qu'à la CFDT et à la CGT qui menèrent l'action jusqu'au bout.

Si effectivement 3 000 personnes vinrent manifester avec nous, les partisans du général de Gaulle réussirent à réunir le même nombre de sympathisants quelques jours plus tard au même endroit ! La France était donc partagée.

Et puis, nous avons commencé à sentir que poursuivre la grève ne nous mènerait pas plus loin. Nous avions obtenu ce que nous réclamions : des augmentations importantes et la reconnaissance de la CGT au sein de l'entreprise. Bref, nous savions que nous étions à la fin du mouvement. Obtenir plus ne nous semblait pas possible. La reprise du travail s'amorça un peu partout mais la grève dura un jour de plus à Cannes ! Nous fûmes même attaqués verbalement par la CFDT Cannes qui nous accusa de trahir les intérêts des salariés.

Maintenant, avec le recul, je ne crois pas que nous aurions eu plus en continuant la grève.

Georges Fettuciari, dit « Fettu »
Secrétaire Général de l'UL CGT de Cannes

Les gaziers, électriciens

A Nice, Francis Lombardi devient une personnalité historique du syndicalisme des électriciens et gaziers. Lors d'une scène mémorable à laquelle participe l'ensemble du personnel devant les locaux de la Direction du Centre de Nice avenue Notre Dame, il évite la confrontation avec les CRS qui voulaient faire évacuer les locaux : « si vous évacuez, nous mettrons le département dans le noir ! ».
Les conquis pour les gaziers, électriciens seront très importants fin mai 1968 notamment sur les salaires. Ils obtiennent également le paiement des jours de grève, les grévistes ont « géré » le réseau, de A à Z (production, transport et distribution).
Mais les ordonnances de 1967 portant atteinte au régime de sécurité sociale ont eu un impact sur la gestion et le financement des activités sociales.

Spinelli Joseph, Eusébi Henri (p-drapeau), Fagot

Interview Nice Matin 7 juin 1968

En moins de quelques heures, les travailleurs ont fait connaître leur réponse aux propositions du gouvernement et du Conseil National du Patronat Français, a déclaré M. Tenerini.
«Hier matin, dans toutes les usines, chantiers, magasins, un crin unanime : Non ! Cela ne fait pas le compte.
L'augmentation des salaires est insuffisante, elle n'est d'ailleurs pas garantie contre l'augmentation du coût de la vie.
A quoi servirait d'obtenir une augmentation, si dans trois mois le coût de la vie l'avait absorbée ? Les travailleurs se retrouveraient ainsi spoliés.
Les délais prévus pour la réduction du temps de travail sont trop longs, l'âge de départ à la retraite doit être avancé.
De plus, il faut abroger les ordonnances antisociales.
Le patronat parle d'importantes concessions, ce n'est pas notre avis, ni celui des travailleurs démocratiquement consultés.
Au cours de longues années le gouvernement et le patronat ont traités par le mépris les revendications ouvrières. C'est leur attitude qui a amené les travailleurs à la nécessité d'agir tous ensemble.
Pouvoir et patronat doivent bien peser leurs responsabilités et se rendre compte de l'insuffisance de leurs concessions.
Ce qui n'a pu être obtenu à l'échelle nationale, les travailleurs sont décidés à le conquérir à d'autres niveaux et ne sont pas prêts à reprendre le travail sans engagement précis.
Je veux me permettre aussi quelques mises au point :
La délégation de la CGT a refusé de signer le texte des accords.
L'attitude de la CGT est très appréciée par les travailleurs et nous avons enregistré plus de 4000 adhésions ces jours derniers.
Nous voulons aussi remercier tous ceux qui apportent spontanément leur soutien aux travailleurs en lutte».

Louis Tenérini
Secrétaire Général UD CGT 06

34 Bd Jean Jaures 06300 NICE ihscgt06@gmail.com

Paroles de cheminots…

De nombreux cheminots ont participé au mouvement de mai et juin 1968 mais, 50 ans après, les témoignages détaillés et précis dépassant l'anecdote sont devenus assez rares. Le manque de place nous empêche de les retranscrire entièrement ici. Nous avons fait le choix de vous livrer des extraits de récits de deux militants syndicaux du dépôt de Nice St Roch.

Le premier, **Étienne FANTINO** (1935-2007), était Mécanicien de route (conducteur de trains), délégué du personnel régional et Secrétaire Général adjoint du syndicat des cheminots CGT de Nice au moment des faits. Malgré les lourdes responsabilités qu'il assumait alors, il a pris soin de tenir un vrai journal qui relate les événements locaux et l'organisation de la lutte au quotidien. La chronologie des événements du site reprise en fin de document est également inspirée par son journal.
Le second, **Roger CADORIN** (né en 1942), était Attaché-Cadre au Matériel (maintenance du matériel roulant) et jeune militant. Plus tard, il sera – notamment- Secrétaire adjoint de l'Union Fédérale des Cadres et Maitrises CGT (1975-1979) et Secrétaire du premier Comité d'Entreprise Régional des cheminots PACA (1986-1989).

En 1968, Nice comptait plus de 2 000 cheminots actifs, tous services confondus. Le site de Nice St Roch accueillait 480 agents dont 210 Agents De Conduite (ADC), syndiqués à 70% à la CGT, seul syndicat représenté avec la FGAAC (autonomes). Ce mouvement de grève des travailleurs n'a rien eu de spontané. Laissons Étienne FANTINO nous l'expliquer :

Étienne FANTINO :
Pour bien comprendre le déroulement de la grève de mai 1968, il est nécessaire de faire un retour en arrière. Depuis les grèves « agents de conduite » de Pâques et Pentecôte 1962, il existe à Nice une volonté « différente » (c'est à dire plus radicale) de mener les actions et elles sont nombreuses nationales ou régionales.

Essayer de retracer les événements de 68, c'est se souvenir qu'un an plus tôt, le mercredi 17 mai 67, une grève générale importante avec de grandes manifestations avait secoué le pays.

Une action suivie les 17 et 18 novembre par un mouvement identique qui, sur notre région, laisse augurer d'un fort bon niveau de la volonté de lutte des cheminots.

Il poursuit avec le mouvement étudiant débutant au printemps :

Début des mouvements étudiants. Il est incontestable que ces manifestations sont suivies avec la plus grande attention par le mouvement ouvrier. C'est le cas pour les cheminots de Nice.

Nos revendications sont à ce point sensibles que la quasi-totalité des camarades ressentent des « démangeaisons » et les interrogations sur l'opportunité de l'action sont très nombreuses.

Le 13 mai 1968

De nombreux historiens s'accordent pour désigner le 13 mai comme date du début de la « partie sociale » des événements.

13 mai Bd J.Jaurès étudiants et travailleurs

Étienne FANTINO : *Journée de grève générale interprofessionnelle de 24 h (mais sans la FGAAC). On sent l'action dure, les camarades prêts à manifester autrement. Pacifiquement mais avec fermeté et détermination, les cheminots de Nice veulent en faire plus.*
Contre l'avis de certains responsables du syndicat, ce sera tout de même la présence de grévistes dans l'enceinte de la gare de Nice-Ville, occupation des voies et manifestations devant les trains au départ et à l'arrivée. Dans leur immense majorité, les cheminots apportent leur confiance au délégués du dépôt pour savoir jusqu'où « il ne faut pas aller trop loin ».
Dans l'après-midi, la manifestation Interpro est prévue à 15 h 00 place Masséna.
Elle est précédée pour les cheminots d'une assemblée en gare. Énormément de participants, ce qui nous autorise à rejoindre la manif en cortège par l'avenue. Nous arrivons pour prendre la queue du défilé.
C'est en arrivant Bd Raimbaldi et alors que les manifestants redescendent l'avenue de la Victoire (Jean Medecin aujourd'hui) que le train 62 venant de Vintimille entre en gare. Les cheminots sont au droit du pont de chemin de fer.

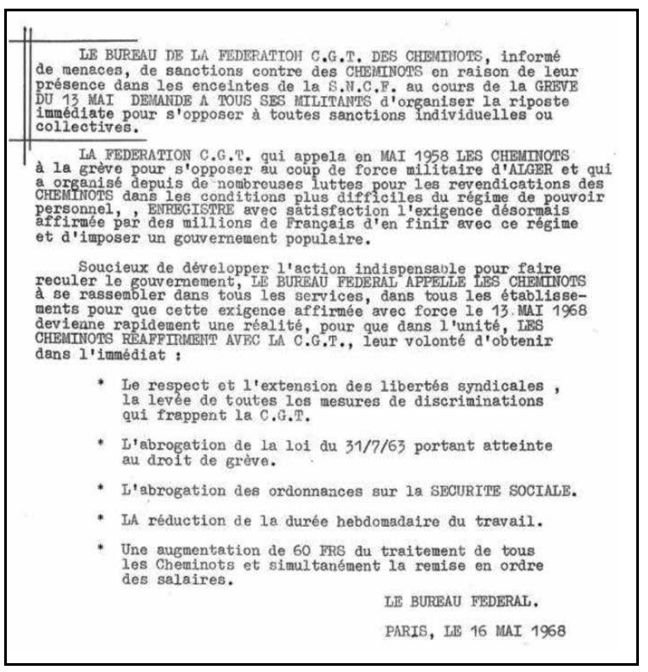
C'est en arrivant Bd Raimbaldi et alors que les manifestants redescendent l'avenue de la Victoire (Jean Medecin aujourd'hui) que le train 62 venant de Vintimille entre en gare. Les cheminots sont au droit du pont de chemin de fer.

Mouvement irrésistible, éclatement indescriptible des cheminots. Tous se précipitent vers la gare (la route n'étant pas forcément le plus court chemin). Le train 62 est immobilisé avant même d'atteindre le bout du quai n° 1.
Des étudiants se sont mêlés aux cheminots. Le convoi est promptement désaccouplé, les signaux d'alarme actionnés…Une altercation a lieu entre un contrôleur non-gréviste et un manifestant : le contrôleur sera blessé au bras en tombant.

Il ne faudra pas moins de deux heures avant que le train puisse reprendre sa marche, le calme rétabli. Un incident qui, ajouté à ceux de la matinée font vivement réagir les dirigeants de la SNCF. Dans la journée du mardi 14, nous apprenons que : ***« La Direction est fermement décidée à engager des poursuites judiciaires et administratives à l'encontre de certains agents et responsables syndicaux de Nice ».***

Nous savons qui est visé ! L'information se propage très rapidement dans les chantiers ce qui a pour effet immédiat de « remonter » encore les camarades et de les conforter dans leur détermination.
La Fédération et le Secteur de Marseille sont mis au courant de la menace de la SNCF.

Le jeudi 16 mai, *lors d'un Bureau du syndicat, nous prenons connaissance du tract appelant les cheminots « à la vigilance suite aux menaces de sanctions » :*



LE BUREAU DE LA FEDERATION C.G.T. DES CHEMINOTS, informé de menaces, de sanctions contre des CHEMINOTS en raison de leur présence dans les enceintes de la S.N.C.F. au cours de la GREVE DU 13 MAI DEMANDE A TOUS SES MILITANTS d'organiser la riposte immédiate pour s'opposer à toutes sanctions individuelles ou collectives.

LA FEDERATION C.G.T. qui appela en MAI 1958 LES CHEMINOTS à la grève pour s'opposer au coup de force militaire d'ALGER et qui a organisé depuis de nombreuses luttes pour les revendications des CHEMINOTS dans les conditions plus difficiles du régime de pouvoir personnel, , ENREGISTRE avec satisfaction l'exigence désormais affirmée par des millions de Français d'en finir avec ce régime et d'imposer un gouvernement populaire.

Soucieux de développer l'action indispensable pour faire reculer le gouvernement, LE BUREAU FEDERAL APPELLE LES CHEMINOTS à se rassembler dans tous les services, dans tous les établissements pour que cette exigence affirmée avec force le 13 MAI 1968 devienne rapidement une réalité, pour que dans l'unité, LES CHEMINOTS REAFFIRMENT AVEC LA C.G.T., leur volonté d'obtenir dans l'immédiat :

* Le respect et l'extension des libertés syndicales , la levée de toutes les mesures de discriminations qui frappent la C.G.T.
* L'abrogation de la loi du 31/7/63 portant atteinte au droit de grève.
* L'abrogation des ordonnances sur la SECURITE SOCIALE.
* LA réduction de la durée hebdomadaire du travail.
* Une augmentation de 60 FRS du traitement de tous les Cheminots et simultanément la remise en ordre des salaires.

LE BUREAU FEDERAL.

PARIS, LE 16 MAI 1968

Le vendredi 17 mai, *tombe en cours de journée l'information du retrait des sanctions par la Direction SNCF. Une certitude : nos dirigeants ont eux aussi conscience que quelque chose se prépare. Ils ne tiennent pas à être tenus pour responsables.*

Effectivement. A 19 h 30, Roger DRAGO (autre principal militant CGT ADC) *effectue la mise en tête du Train Autos Couchettes. L'agent sédentaire de la gare de Nice vient l'informer : « La radio annonce que les dépôts d'Achères et Avignon sont partis en grève ». Il n'en faudra pas plus. Roger fait couper la locomotive et, après avoir avisé le Chef de gare du déclenchement de l'action, c'est le retour sur Nice St Roch.*

La grève est effective à Nice à 21 h 00 ce vendredi 17 mai 1968. L'occupation des locaux du dépôt sera totale et immédiate.
23 h 00. Le service de la feuille (commande des ADC), seul poste tenu de nuit par des agents dirigeant, est évacué. Trois cadres étaient présents alors qu'habituellement un seul suffit. C'est là la démonstration que la SNCF s'attendait à quelque chose. Le Chef de dépôt est avisé. Il fera un passage au dépôt qui n'excédera pas 10 minutes.
Les ADC sont informés au fur et à mesure de leur prise de service et viennent grossir les rangs. Il conviendra de s'organiser rapidement. Le grand portail (rue Pierre Sémard) est bloqué. Chaînes et cadenas mais aussi traverses et autres matériaux. Cinq à six camarades se chargent de la barricade.

Voyons maintenant comment **Roger CADORIN** a vécu la période. Depuis deux mois, il était en formation de cadre à Paris :

Roger CADORIN : *Le 15 mai, le directeur de l'école nous informait que la formation [qui devait se terminer le 17 serait amputée d'un jour.*
Le 16 mai nous quittons la gare de Lyon où avaient lieu les cours et c'est là que je mesurais vraiment l'ampleur du mouvement. La place était noire de monde. Des drapeaux de la CGT, bien sûr, mais des noirs, des rouges, des sigles que je ne connaissais pas. Je n'avais qu'une hâte, trouver un train pour rentrer chez moi.
Hélas, le seul en partance n'allait qu'à Dijon le soir, et serrés comme des anchois à 7 ou 8 dans des compartiments de 6 où les commentaires allaient « bon train ».
Tout était bloqué. A Dijon, de nuit, je fis du stop pour la première fois de ma vie. J'arrivais le lendemain sur la Croisette à Cannes ; j'avais l'air d'un péquenaud avec mon costard bleu alors qu'il faisait chaud. Personne ne s'arrêtant plus, je téléphonais au dépôt de Nice, à la commande du personnel et c'est un camarade qui me répondit, promu à ce poste ! Il me dit « on vient te chercher » et, 2 heures après, la camionnette du dépôt me ramenait à Nice.
Au dépôt, j'y restais la première nuit, ma femme y était, gréviste.
Un comité de grève s'était constitué. Mes camarades m'ont demandé d'en être le porte-parole. Ma jeunesse et mon titre d'Attaché avait favorisé ce choix je crois.

Malgré quelques (vaines) tentatives d'opposition de certains dirigeants, tous les établissements ferroviaires niçois seront occupés à partir du 21 mai. Mais revenons un peu sur l'organisation.

Étienne FANTINO : *L'Assemblée Générale décide la mise en place :*
- d'un Comité de Grève établi sur la base des % obtenus aux élections professionnelles, plus quelques individualités,
- mise en place d'un roulement d'occupation en 4 x 6.
Ce système fonctionnera parfaitement pendant toute la grève. Tours de garde aux entrées, tournées de chantier, nettoyage et entretien des locaux, maintenance des locomotives et des autorails, etc ...
Autre sujet de préoccupation partagé avec les camarades de la gare de marchandises de St Roch, la surveillance des denrées se trouvant dans les wagons mais aussi la présence dans le triage des 2 trains d'essence destinés au terminal Gerland à La Trinité. Les craintes engendrées par leur surveillance tout comme un début de pénurie de carburant dans le département, ces 2 trains seront débloqués par tronçons pour alimenter en particuliers les véhicules des services de santé (sur requête des hôpitaux de Nice). En contre partie, des bons d'essence nous seront délivrés pour notre usage au dépôt.
Dans ces diverses tâches, comment ne pas signaler le rôle joué par un bon nombre de camarades retraités. Leur présence, leurs conseils, l'aide qu'ils nous ont apportés. Hommage tout particuliers à l'un d'entre eux, le camarade MOUTON (rescapé des camps nazis) qui, tous les soirs, avec persévérance et sérieux est venu se mettre à disposition pour effectuer des rondes nocturnes… Chapeau !

A ce sujet, d'autres précisions. :
Roger CADORIN : *Les logements SNCF où logeaient les cadres sont contiguës au dépôt et chaque matin, une délégation m'accompagnait chez le Chef de dépôt pour lui donner la situation des engins, échanger sur les demandes qui provenaient de l'extérieur. Il vivait assez mal ce contexte nous disant que Marseille* (la direction régionale) *le sermonnait durement pour ne pas être resté à son poste, le seul, lui disait-on, de la région…*
C'est au Comité de grève que nous gérions l'établissement, la visite des chargements des wagons dans le triage, le fourrage pour les animaux vivants (il y avait un abattoir à proximité qui nous conseillait et nous aidait alors même qu'ils étaient grévistes).

Les cheminots dans le 06

Peut-être plus que dans les grands centres ferroviaires où les cheminots constituaient la majorité des salariés, dans le 06 de nombreuses interactions se sont produites avec les autres corporations. Témoignages.

Étienne FANTINO *Le rôle des cheminots dans le 06 est loin d'être négligeable. Nous sommes très souvent sollicités. Notre n* de téléphone est connu de tous et les permanences se font 24 h / 24. Que ce soit pour de simples prises de parole, pour aider ou donner un coup de tonus, nos visites sont nombreuses, nos délégations toujours très bien reçues. Visites avec mon camarade Roger Drago aux TNL, à l'EDF, chez les Postiers, à la Sécu, les camarades Hospitaliers (pour ne citer que les plus grosses entreprises).*
Invitation des étudiants de la Fac des Lettres en grève. La plupart des entreprises visitées nous rendent bien évidemment la politesse, et il est courant de voir des étudiants se mêler à nos AG.
Le dépôt joue un peu le rôle de plaque tournante. Si un gros problème survient, on sollicite les cheminots. Notre action se porte aussi vers des entreprises plus modestes pour les aider à se mettre en grève. C'est le cas des entreprises PAVESI et MEARELLI (transports) et SEBALCE (matières plastiques) située en face du dépôt.
Autre action et non des moindres, les cheminots interviennent à plusieurs reprises chez les travailleurs de SPADA, une entreprise capable à elle seule de bloquer tout le département avec ses 450 véhicules lourds et plus de 500 employés. Les patrons s'y comportent comme de véritables protecteurs mais où les syndicats sont hors-la-loi sous peine de licenciement. Les horaires de travail sont extensibles. Malgré nos contacts fréquents avec un petit groupe de conducteurs de poids lourds, la présence de plusieurs cheminots des jours durant le matin aux heures de prise de service rue Denis Séméria, la crainte reste la plus forte. Mais la contestation est semée.
Au 10ème jour de grève, 250 à 300 employés, pour la plupart des conducteurs d'engins, se réunissent devant le siège, rue Séméria. Les patrons ont compris. Ils tentent d'expliquer que « tout se remue-ménage » ne peut pas concerner une « entreprise familiale comme Spada » !… Nous sommes aussi présents avec des camarades des TNL et un de leurs responsables, J. BUDUCA qui nous donnera un bon coup de main. On essaie bien de nous expulser mais avec un mégaphone nous réussissons à faire entendre notre voix.
Les feuilles de paies sont comparées au regard des conditions et heures de travail (elles peuvent aller jusqu'à 13 ou 14 h / jour). Les esprits s'ouvrent en même temps qu'ils s'échauffent.
Finalement, plus de 150 d'entre eux décident sur nos conseils de se retrouver à la Bourse du Travail CGT, salle Pelloutier. Avec l'aide des responsables de l'UD, les camarades de chez Spada élaborent leur premier cahier revendicatif ; ils jettent les bases qui aboutira à la création du syndicat et, surtout, la décision est prise de rejoindre immédiatement les autres travailleurs en lutte. Satisfaction de tous et bon travail.

Roger CADORIN : … *Discuter de la situation, rencontrer une délégation d'étudiants de la Fac de lettres, les manifs, cibler les entreprises locales qui n'étaient pas en lutte pour les entrainer. Notre plus grande satisfaction fut d'avoir fait débrayer une grosse entreprise de BTP, SPADA, dont les camions stationnaient dans un hangar près du dépôt (…). Une cinquantaine de cheminots s'est regroupée devant l'entrepôt en multipliant les gestes amicaux et d'invitation à nous rejoindre. Un, puis deux, puis trois sont sortis, deux camarades se sont approchés d'eux engageant la discussion. C'est alors qu'un dirigeant a ordonné de fermer les portes du hangar, mais personne n'a obéi. Et une grande partie du personnel est sortie. Alors, certains nous ont accompagné à la Bourse du travail, se sont syndiqués à la CGT et constitué un syndicat.*
50 ans après, cette scène est toujours aussi présente et restera certainement le fait le plus marquant de toute mon expérience syndicale.

A l'intérieur du dépôt

Étienne FANTINO *Toutes ces péripéties ne font que souder davantage les cheminots, renforcer leur vigilance et n'entament en rien leur détermination, bien au contraire.*
Réunions et AG se succèdent, les explications sur les négociations sont données au fur et à mesure des informations reçues du Secteur ou de la FD. Toujours énormément de présents.
Les loisirs s'organisent : boules, cartes, etc... La cantine a été réquisitionnée. Elle aura de multiples usages : confection des repas bien évidemment, on y organise des soirées couscous ou autres paellas… Femmes et enfants sont de la fête. Elle servira de salle de réunion les jours de pluie.
Pour les copains responsables (ceux de notre CGT en particuliers), difficile de s'absenter trop longtemps du dépôt. Un ancien autorail Bugati qui a été transformé en chambre pour les célibataires fera l'affaire. Nous y prenons quelques brefs moments de repos. Une rame voyageurs mise en stationnement devant les bâtiments servira au même usage.

Le train dortoir

34 Bd Jean Jaures 06300 NICE ihscgt06@gmail.com

Paroles de cheminots

Roger CADORIN *Bien entendu, un compte-rendu était fait chaque matin, debout sur les fourches d'un chariot élévateur, devant les grilles cadenassées du dépôt.*
En fait, mon épouse aussi est gréviste et active avec du personnel féminin. Nous nous sommes connus au dépôt et mariés. Avec notre fille de 3 mois en permanence dans les piquets de grève, son landau tapissé d'autocollants CGT, nous n'avons pas eu à pâtir de la situation, au contraire. C'était comme une vie irréelle, presqu'un jeu, tout en mesurant que cela devait bien s'arrêter un jour. Mais s'y préparait-on vraiment ?

Le dimanche 26 mai

Étienne FANTINO *Le 26 mai, c'est la date de la commémoration du bombardement de 1944. Traditionnellement, les officiels viennent à la sauvette et au pas de charge déposer une gerbe au monuments des cheminots morts pour la France.*
Le monument étant à l'intérieur du dépôt, il nous est demandé officiellement par la Préfecture, l'ouverture du portail pour permettre la célébration. La cérémonie aura bien lieu, les officiels y seront acceptés, mais ce sont les cheminots en lutte qui se chargeront de son organisation et de son déroulement.
Jamais un 26 mai n'aura connu autant de solennité, de ferveur et de recueillement. La barricade est dégagée, le portail ouvert. Vers 11 h, de très nombreux sont présents au dépôt ; ils sont 600, 700, peut-être plus, tous services confondus. Ils forment une double haie depuis le portail jusque devant le monument.
Les officiels arrivent, accompagnés des cadres du dépôt non grévistes. Dans un silence impressionnant, ils vont devoir se rendre à pied par le couloir formé de cheminots jusqu'à la stèle. J'ai été chargé de prononcer une brève allocution. L'émotion est forte.
(Ce qu'Etienne Fantino n'écrit pas, c'est que son nom est inscrit sur la stèle. Son père était parmi les victimes du bombardement, décédé précisément à l'âge qu'à son fils en 1968 lorsqu'il prononce cette allocution).
Les noms des camarades cheminots morts pour la France sont énoncés un par un, avant le dépôt des gerbes. C'est ensuite la sonnerie aux morts, puis tous observeront une minute de silence.
Pour conclure ce 26 mai, la Marseillaise (interprétée par les Chœurs de l'Armée Rouge) résonne des haut-parleurs installés dans les cyprès insérant le monument.
Les officiels vont alors se retirer par le même chemin, le portail se referme derrière eux et la barricade promptement réinstallée. Une commémoration d'une grande tenue

Les Manifestations

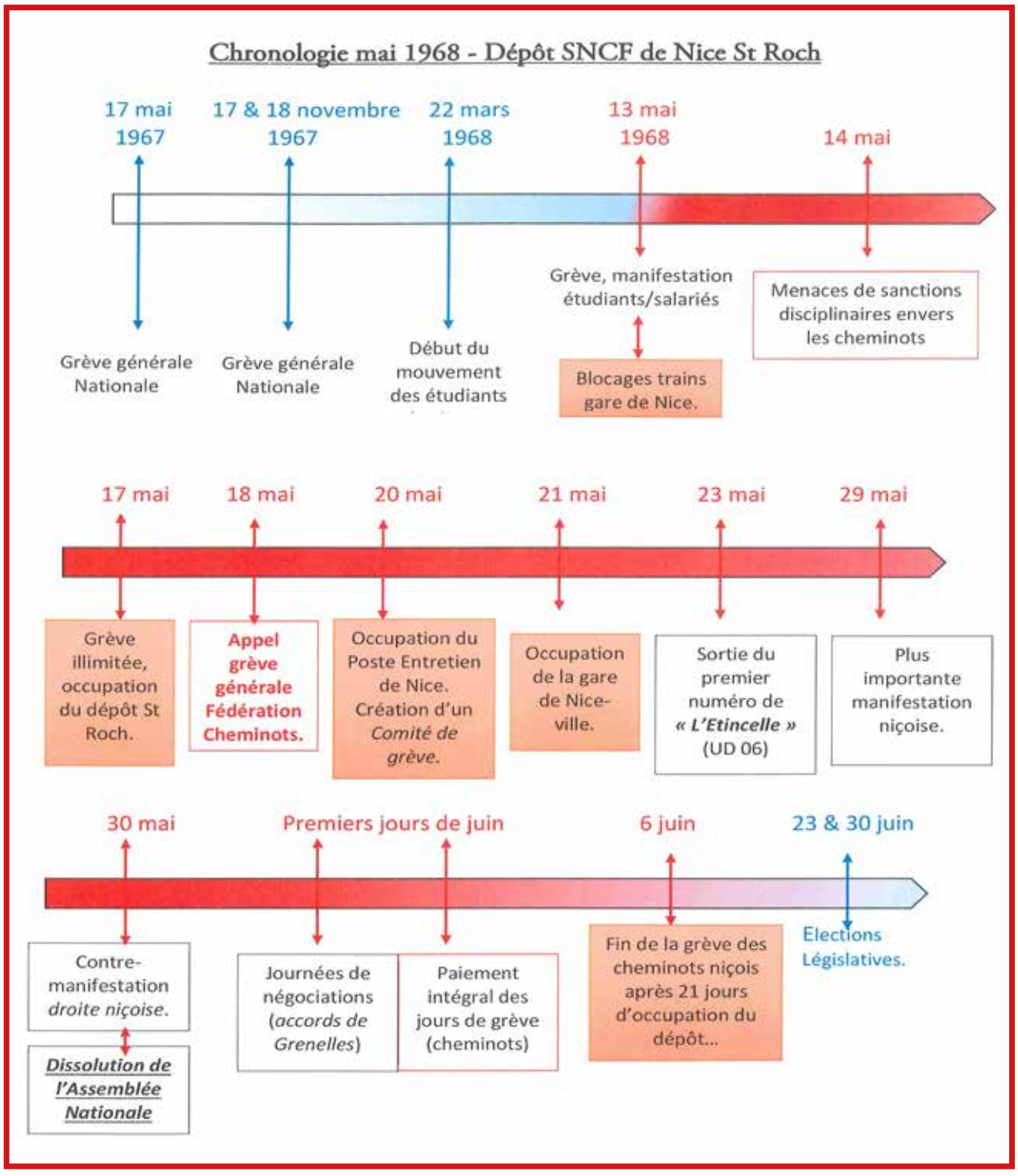
Étienne FANTINO *Interprofessionnelles, colorées, avec sérieux mais toujours dans la bonne humeur, il y en aura plusieurs.*
Organisées dans l'unité par l'UD, elles regroupent d'une fois sur l'autre toujours plus de participants. C'est un signe évident de l'évolution et, surtout, de l'entrée dans la grève de toujours plus d'entreprises du département. Au dépôt, nous devons déplorer la non participations des autonomes, du moins en tant qu'organisation car il y aura des individualités. Une des plus importantes, sinon la plus importante manif a lieu le mercredi 29 mai. Quelques jours auparavant, il y a eu une annonce de la droite d'organiser pour le 30 une contre-manifestation. Inutile de chercher ailleurs cette véritable marée humaine qui défile dans les rues de Nice le 29 mai. Les cheminots sont très présents, ils promènent entre autre un petit train sur lequel on peut lire : « Le Train de l'Unité – 13ème jour de Grève »

Le 30 mai, c'est la contre-manif de la droite. 3 ou 4 camarades sont envoyés en observateurs ! Manif très officielle, les notables sont là, mais également quelques cadres du dépôt. A leur retour, comme tous habitent dans les cités SNCF face au dépôt, les cheminots décident d'organiser un petit « comité d'accueil ». Sous les hués, nos glorieux chefs adoptent le profil bas…

Barricade condamnant le portail

Le Mois de Juin

Étienne FANTINO *C'est les premiers jours de juin. De jour en jour, la situation évolue en fonction des informations sur l'avancée des négociations et de ce qui va devenir « les accords de Grenelles ». Un tableau noir est installé sous le platane à l'entrée du dépôt.Les résultats y sont commentés devant les cheminots. Il y a bien quelques surenchères mais comment ne pas le comprendre ? Une grève de près de 3 semaines, son intensité, l'engagement total de tous fait obligatoirement naître des exigences.*
Et puis arrive l'annonce pour les cheminots du paiement intégral des jours de grève ! A mon avis, le plus sûr moyen de faire arrêter le mouvement. En effet, conjugué avec les nombreuses avancées revendicatives, les engagements et rendez-vous pris, c'est une incontestable victoire.
Il faut être aussi capable de s'arrêter ! D'ailleurs, des informations nous parviennent déjà que certains centres sont sur le point de voter la reprise du travail si ce n'est déjà fait. D'autres branches ou corporations suivent elles aussi le même mouvement.
Réunions des organismes syndicaux, des cheminots et des comités de grève pour tenter



Il est 17 h 00 ce jeudi 6 juin 1968. La grève est (en principe) terminée après 21 jours d'occupation.

Voici donc écrits ces souvenirs personnels d'un mouvement qui a, je pense, marqué fortement les travailleurs de ma génération.
Pour l'avoir vécu intensément, j'en garde un souvenir impérissable malgré la somme de travail, de fatigue et de soucis que ces journées exceptionnelles ont procurées au camarades qui, comme moi, avaient à l'époque quelques responsabilités.

Laissons à Roger Cadorin le soin de conclure ce récit.

Roger CADORIN *Cela démontre évidemment les limites des conquêtes sociales même exceptionnelles comme le furent celle de Mai 68, si elles ne sont pas menées en parallèle avec des perspectives politiques et non imaginer, comme ce fut le cas pour beaucoup (et moi en tous cas) que « l'intendance allait suivre ! ». La suite nous prouva douloureusement que non.*
Il reste, j'espère, autre chose que des souvenirs ou bien d'une période irréelle, utopique, comme est officiellement présentée la Commune. Il faut que les historiens sociaux martèlent et impriment cette période de l'histoire sociale comme le fait l'IHS ; car, bientôt ; les témoins ne seront plus !
Alors, les enseignements : un mouvement d'une telle ampleur n'est jamais spontané, il vient des petits affluents que sont les diverses luttes, pas toujours coordonnées. 1966, 1967 furent des années de nombreuses actions et les cheminots ne furent pas en reste. Et soudain, une étincelle met le feu. Mais ça ne peut brûler ou exploser que s'il y a du carburant et du comburant. Et peu importe qui allume la mèche si les conditions sont remplies.
J'en retire que s'il n'y avait pas eu Mai 68, la peur panique du patronat, même si pas mal d'acquis sont repris… Le mouvement social reste la seule perspective pour se faire entendre et gagner. Rien n'est jamais acquis définitivement dans ce système. Il faut donc conjuguer, pour quelque chose de durable, luttes et perspectives politiques, et quand bien même il en serait ainsi, on devra encore et toujours lutter.
L'après 68 nous a laissé orphelins, assommés par les résultats électoraux, mais peut-être aussi pour ne pas avoir su exploiter et enrichir ce qui venait d'être conquis.

d'uniformiser au mieux la reprise sur la région.
Nous sommes le jeudi 6 juin 1968, la fin de la grève. Des contacts sont pris avec la direction du dépôt. Nous désirons au préalable une réunion pour organiser la reprise du travail dans la plus grande clarté. Une dernière fois, tout est nettoyé, extérieur et intérieur, locaux réaménagés, engins moteurs prêts à reprendre la route. Une vitre ayant été cassée la veille, nous nous engageons à payer son remplacement. C'est aussi l'occasion de mettre au point quelques problèmes particuliers au dépôt. Un est encore très visible aujourd'hui :
« L'engagement ferme de réaliser un terrain de sport sur l'emplacement compris entre la rue Séméria et la cantine » (les cours de tennis).
C'est la reprise du travail. Tous les agents du dépôt se rendent devant le portail qui est encore fermé. Devant la stèle de Pierre Sémard, je suis chargé de dire quelques mots de félicitations à l'ensemble des camarades pour leur combat dans la dignité et la responsabilité. Tout va se terminer par une vibrante Marseillaise chantée par tous. Officiellement, la clef de son bureau est remise au Chef de dépôt.

Tout est en ordre. La reprise du travail peut se faire !

Nos adhérent.es intéressé.es par leurs témoignages complets pourront les obtenir au format numérique en nous contactant :
ihscgt06@gmail.com

34 Bd Jean Jaures 06300 NICE ihscgt06@gmail.com

Souvenirs d'enseignantes

Souvenirs de mai 1968 évoqués par deux enseignantes cégétistes du Centre d'Enseignement Technique Industriels masculin et féminin de Nice et de Menton.

Les CET comportaient une représentation syndicale particulière. Dans les établissements d'enseignement général seuls la FEN et la CFDT étaient présents. La situation était différente dans les établissements d'enseignement technique.
Les CET venaient des Centres d'Apprentissage créés à la libération. Les enseignants de la partie enseignement professionnel étaient issus du monde du travail, où la CGT était présente. Ainsi, les syndicats dans les CET étaient la FEN (SNET AA), - la CFDT (SGEN) et la CGT (SNETP) souvent majoritaire.

Les réunions intersyndicales quotidiennes commençaient dès le matin, souvent suivies par la participation aux manifestations ou des échanges entre établissements et élèves. Ces réunions avaient pour objectif de travailler sur les revendications.

Elles ont permis d'établir un état des lieux des établissements. Nice ne comptait en 1968 qu'un seul CET neuf, les Eucalyptus, établissement industriel accueillant uniquement des garçons. Les autres établissements, contraints à être hébergés dans des maisons « providentielles » de maître, avaient été complétés et agrandis à la va vite avec des préfabriqués. Ils étaient le plus souvent vétustes et inadaptés.

La question de la reconnaissance des diplômes a aussi été abordée. Ainsi il était revendiqué une véritable reconnaissance des formations des élèves par les CAP, seuls diplômes préparés en 1968 et qui n'étaient reconnus que comme base dans l'échelle salariale des entreprises. La reconnaissance des diplômes détenus par les enseignants et des demandes de formation continue ont été portés.

D'autres sujets ont également donné lieu à revendications :
- l'harmonisation horaire de l'enseignement général et professionnel, avec demande d'une nette diminution des temps de présence auprès des élèves pour ces derniers ;
- l'égalité salariale entre les PEG (enseignement général) et les PETT (enseignement technique et théorique), les PTA (techniciens d'ateliers).

Les enseignants du technique avaient une forte préoccupation et des incompréhensions devant l'arbitraire des autorités (chefs d'établissement, inspecteurs). Ainsi ils demandaient la disparition de l'inspection surprise. Dans les Conseils d'Administration, 68 a marqué la reconnaissance des syndicats, des personnels et des élèves.

Cette période a été dans la plupart des établissements perçue comme source d'amélioration et d'authenticité des relations humaines. Elle s'est traduite par une plus grande fraternité dans la communauté éducative entre les grades d'enseignants (professeurs, surveillants, chefs d'atelier), les agents de service (cuisinier, concierge) et de santé. Les manifestations solidaires et le partage d'activités sympathiques et ludiques (co-voiturage, repas communautaires, parties de pétanque) ont créés une véritable mixité sociale renforcée et visible.

Elle a aussi transformé les échanges entre les professeurs et les élèves, avec des participations communes aux manifestations et l'expression de revendications semblables à celles des salariés.

Ainsi les élèves se sont exprimés sur les conditions de vie, la pauvreté des établissements de formation ou l'hébergement insalubre des internes. Ils ont aussi fait valoir leur souci pour des formations reconnues, innovantes, débouchant sur des emplois avec des salaires décents et évolutifs.

Le journal d'une jeune institutrice

En mai 1968, j'étais une jeune enseignante nommée depuis deux ans à l'école maternelle de Contes. Je n'étais pas encore mariée et je m'appelais Michèle Curau. Ces quelques souvenirs concernent la période de la grève générale qui a débuté pour nous enseignants le 20 mai. Mai 1968 a été pour moi la première lutte syndicale importante. Évidemment, avant la grève générale, il y avait eu des événements importants chez les étudiants.

En 1968, à Contes, les trois groupes scolaires (maternelle, primaire et collège) étaient proches les uns des autres et il y avait beaucoup de jeunes enseignants. Voici donc le déroulement des événements et mon vécu en tant qu'institutrice, membre du syndicat des instituteurs, le S.N.I. PEGC dont le siège se trouvait à la rue St François de Paule. J'ai quitté l'école de Contes en 1971 et j'ai été nommée à Nice, en étant devenue Michèle GRINDA.

Lundi 20 mai

Cessation des cours mais garderie des enfants

Mardi 21 mai

Réunion des professeurs et instituteurs du groupe scolaire pour établir une motion et une liste de revendications

Mercredi 22 mai

Début de la grève illimitée. Fermeture de l'école sur tout le groupe (professeurs et instituteurs), un non gréviste à l'école primaire.

Vendredi 24 mai

- Réunion au SNI PEGC à 9 h 30.
- Départ d'une manifestation vers l'Inspection Académique (rue Haney) pour soutenir le personnel en grève
- Organisation de piquets de grève (moi de 11 h 30 à 13 h 30).
- A 16 h, réunion au SNI et départ pour assister au meeting de la CGT Place St François.
- Défilé dans les rues jusqu'à 19 h 30.

Samedi 25 mai

- Réunion au SNI à 9 h 30
- Organisation de groupes pour visiter les différents secteurs afin de connaître le nombre de grévistes et non grévistes (nous travaillions le samedi matin). Je pars avec une collègue vers les écoles Auber, Clément Roassal, N-Dame et Vernier.
- A 14 h, retour au SNI pour donner les résultats

Lundi 27 mai

- Manifestation organisée par l'U.N.E.F.
- Meeting devant le Palais de justice : très calme mais beaucoup de policiers

Mercredi 29 mai

Manifestation organisée par la C.G.T. Le SNI ne donne pas la consigne d'y participer. L'UNEF est invitée à se joindre aux travailleurs. Les instituteurs solidaires se mêlent aux étudiants. Très beau. Même défilé que le lundi 13 mai. Retour à 20 h

Jeudi 30 mai

- Réunion à l'école Fuon Cauda de toutes les enseignantes d'écoles maternelles, animée par Geneviève Kobert et Yvette Pirat (14 h 30 à 17 h 45).
- Des commissions sont formées pour étudier nos différents problèmes, la principale revendication étant l'abaissement des effectifs : en 1968, nous avions plus de 50 élèves dans chaque classe.

Vendredi 31 mai

De 16 h à 19 h 30 : manifestation réunissant tous les syndicats : 30 000 manifestants. Grand élan d'union. Très beau.

Mardi 4 juin

Réunion au SNI de 10 h à 12 h : 600 participants. Peu de résultats sur les négociations concernant les enseignants.

Mercredi 5 juin

- Réunion de 10 h à 11 h au SNI : aucun résultats.
- 16 h, réunion au SNI avec 1000 participants : le secrétaire, A. Olivesi donne les résultats des négociations : rien, scandale !
- Vote pour la suite du mouvement : 607 pour la continuation de la grève et 348 contre.

Jeudi 6 juin

Au lycée Massena : paiement d'un acompte sur le mois de juin.

Vendredi 7 juin

Les dirigeants nationaux du SNI se réunissent en conseil national : levée du mot d'ordre de grève. Reprise du travail. Scandale car peu d'acquis et dans le département les enseignants étaient contre majoritairement.

Michèle Grinda

Le petit mot d'une lycéenne

J'étais au lycée de Cagnes-sur-Mer. Le proviseur avait planté un drapeau avec la Croix de Lorraine dans un arbre situé à la porte d'entrée du bahut. Le lycée était fermé car de nombreux profs étaient en grève. N'écoutant que mon courage et la morgue de mes seize ans, je lui ai demandé d'enlever le symbole de celui qui traitait le mouvement de "chienlit". Il retira le drapeau, mais je fus virée du lycée.
De son côté, mon père Henri, militant communiste, qui cultivait des légumes, avait chargé sa Juva 4 et amené des provisions Place Saint François à Nice pour les grévistes. Ma mère, elle aussi militante, collectait quelques argents pour les grévistes dans le quartier. Un jour j'ai du aller chercher ma sœur Martine, militante à la JC, au poste de police à Gioffredo...

Une époque glorieuse où l'on faisait la Révolution ! La suite n'a pas exaucé nos lendemains qui devaient chanter...

Lucette Nativi

34 Bd Jean Jaures 06300 NICE ihscgt06@gmail.com

Paroles d'ouvrier à l'Aérospatiale de Cannes

Dix jours avant que tout cela ne démarre, nous n'avions pas réussi à mobiliser un seul péquin pour une manifestation organisée par l'union locale. Nous avions attendu à perte devant la gare de Cannes avant de nous résigner à ranger nos banderoles pour rentrer, un peu penauds, dans nos pénates, en d'autres termes à la bourse du travail. A dix jours de 68 !

Et puis le 13 mai a eu lieu. Vingt jours plus tard, nous remplissions le boulevard Carnot d'une foule revendicative. Qu'est-ce qui peut expliquer ce soudain revirement ?

Malgré les plaintes de tout un chacun, malgré les difficultés économiques réelles, les syndicats ne parvenaient pas à mobiliser les gens. Il a fallu que les étudiants déclenchent les hostilités pour que la France se mette enfin à bouger. De mémoire, le mouvement syndical s'est enflammé du jour au lendemain.

Çà grognait pourtant en permanence chez nous, à l'usine. Pensez donc, nous râlions depuis 1936. Pourtant, je n'ai pas senti venir l'explosion de 68. Ça couvait, ça chauffait depuis quelques temps, mais tout s'est accéléré dans la semaine du 13 au 20 mai.

L'occupation par les ouvriers des locaux de la filiale de Saint-Nazaire a mis le feu aux poudres dans tout le groupe aérospatial, ici à Cannes, mais aussi à Paris, à Marseille, à Courbevoie.

Le mouvement a contaminé toute la société. Grève générale et occupations des locaux de Paris à Cannes en passant par Nantes ! Quand tout cela s'est « mis en branle », il a fallu des états généraux à Paris pour tâcher de trouver une sortie de crise satisfaisante.

Nous avions fixé une heure de rassemblement des ouvriers dans le grand hall de l'atelier, juste après le repas si mes souvenirs sont bons. En l'absence de nos trois grands délégués syndicaux, les sous-fifres ont dû prendre le relais dans l'usine.

J'étais un de ces seconds couteaux. J'ai eu droit à mon baptême du feu ! Juché sur un escabeau, entouré de mille personnes, la totalité du personnel sauf certains cadres de la CGC, il a bien fallu que je trouve les mots pour expliquer la situation et décréter l'occupation. Je ne voulais pas y aller mais les copains en avaient décidé autrement !
- Mais non, ça va aller. Tu vas voir.
Pas moyen de me défiler ! Quelle bouffée de stress. La tâche était aisée pourtant, le feu avait bien pris déjà. J'avais juste à accompagner le mouvement. L'adhésion des employés fut pleine et entière.

La première chose de nous fîmes fut d'aller prévenir Marnay (Le directeur de l'usine à l'époque).
- Nous allons occuper l'usine.
- Ah bon. Alors il faut que je vous mette le chauffage.
Il se savait vaincu d'avance. Collaborer était ce qu'il avait de mieux à faire au regard du contexte national.
- Nous vous prévenons, nous ne laisserons plus entrer personne. Seul le responsable de la paye pourra pénétrer dans l'usine pour nous régler nos salaires.
- Très bien, je vais m'en occuper.
Qu'il était conciliant notre Marnay ! Ce n'était pas le moment de faire le mariole.

Nous avons campé au sein de l'usine du 20 mai au 30 juin 1968. Nous avons dormi, manifesté et mangé sans presque jamais sortir du site de Cannes ! Certes, nous n'étions pas 700 à coucher à l'usine, seuls les responsables syndicaux y campaient en permanence.

Si certains se sont amusés pendant cette occupation, moi je peux dire que j'ai souffert. Il y avait du boulot à n'en plus savoir qu'en faire. J'en étais devenu quasi insomniaque. A partir de trois heures du matin, je tournais, je virais sans plus pouvoir fermer l'œil.

Les secrétaires bronzaient en bikini au bord du bassin de refroidissement de l'usine, les barbecues turbinaient à longueur de journée sous la dalle de l'entreprise et Sissi, votre serviteur, portait ses valises sous les yeux !

On a bien mangé tout de même !

Nous avions installé de grandes tables au milieu de l'atelier. Certains ouvriers avaient les lèvres enflées d'avoir trop avalé de merguez. Il y avait de quoi se marrer mais je n'ai pas ri bien souvent ma foi. Les responsables en ont bavé ! Nous nous étions engagés à ce que l'usine reste en état, qu'elle ne soit pas dégradée. C'était important pour nous et nous avons veillé à ce que cette promesse soit tenue jusqu'au bout.

L'ambiance ne ressemblait en rien à celle de 1965. Nous n'avions pas réussi l'union syndicale parfaite d'alors. En 1968, chaque organisation syndicale tirait dans son coin. Tous les jours, nous initions des assemblées du personnel dans la cantine mais chaque syndicat réunissait à tour de rôle ses militants et seulement ses militants. Une assemblée par syndicat ! C'est ainsi que nous sommes partis dans la surenchère au niveau des revendications. L'un voulait des augmentations uniformes, la CGT défendait des augmentations au pourcentage, la CFDT exigeait autre chose. Les divergences de vues animaient chacune de nos journées.

Dans nos rangs, nous avions de jeunes étudiants très dynamiques, des ingénieurs à l'esprit mordant mais nous les militants de base, les petits délégués, trouvions que toute cette fièvre n'allait pas sans risque.

Enfin, nos dissensions syndicales ne nous empêchaient pas de manifester ensemble. Et oui, nous sortions prendre l'air de temps en temps boulevard Carnot ! Que de monde !

Les délégués qui étaient restés à l'union locale, à la bourse du travail, furent littéralement débordés par un afflux d'ouvriers venant de toutes les entreprises de la région. Tout le monde se mettait en grève et débarquait à l'UL en quête de conseils et de renseignements.

Mon ami Fettu se savait plus où donner de la tête. Les couloirs étaient noirs de monde. Les anciens qui avaient pris l'habitude de venir chaque jour aux nouvelles, n'arrivaient plus à atteindre les bureaux tant il y avait de travailleurs à se presser à la porte de la CGT ! Nos délégués, submergés par cette vague, n'avaient plus le temps de suivre qui que ce soit.

Les patrons étaient bien mal à l'aise. Je me souviens d'une anecdote que Fettu vous racontera sûrement mieux que moi. Tous les ouvriers des petites entreprises des environs venaient à l'union locale pour voir comment leurs actions se devaient d'être menées.

Un jour, un groupe d'ouvriers très embêtés se pointa :
- Notre patron a tout accepté ! Qu'est-ce que nous devons faire maintenant ?
Quelle belle époque !

Notre problème dans la région, tenait au mouvement des enseignants qui s'inscrivait dans une mouvance bien plus radicale que la ligne de la CGT. Tous les jours, ces enseignants venaient à la porte de l'usine pour tenter de discuter avec nos ouvriers. Notre réponse était simple et directe :
-Occupez-vous de vos étudiants ! Nous, nous nous occupons des ouvriers.

Ce refus de notre part avait créé une sorte de malaise si bien que nous finîmes par accepter de discuter avec eux. Une réunion eut donc lieu entre les enseignants et les représentants de l'union locale de la CGT de Cannes. J'avais été contacté pour faire partie de la délégation. Ce fut quelque chose !

Le jour dit, nous nous sommes amenés dans le quartier général des enseignants, à l'école Maurice Chevalier, je crois. Nous étions deux, le secrétaire adjoint de l'union locale, mon ami Sautel, et moi. Nous nous sommes retrouvés tous les deux assis autour d'une table dans une pièce bourrée d'une cinquantaine de gars qui nous étouffaient littéralement. Nous avions l'impression qu'ils nous tombaient tous dessus !

La CGT ci, la CGT là. La CGT ne tenait pas la route. Ce fut notre fête. Nous fûmes noyés sous le flot de la critique. La chose a duré un bon moment ! Nous étions bel et bien tombés dans un nid d'ultras.

Certains d'entre eux n'hésitèrent d'ailleurs pas à brandir le drapeau noir des anarchistes lors des grandes manifestations boulevard Carnot. A la fin de la réunion, ils nous ont presque jetés. Pensez donc, nous refusions de faire la révolution avec eux. Nous, nous avions la responsabilité syndicale de nos travailleurs. Nous ne pouvions pas faire n'importe quoi. Et nous savions ce que nous avions à faire.

Nous avons eu raison de garder notre sang froid. Dans une situation aussi difficile, nous devions maintenir le cap coûte que coûte. Nous n'avons jamais perdu de vue ce pourquoi nous occupions l'usine. Nous voulions des augmentations de salaire, de meilleures conditions de travail.

Jamais il n'avait été question de faire la révolution et de tout raser. Il nous fallait veiller à ce que la situation ne dégénère pas, que les manifestations ne tournent pas mal. Nous avions peur d'être entraînés dans des actions irresponsables. Nous avions une très lourde responsabilité et nous en avions pleinement conscience. Surtout aucun dérapage !

Les Napoulois s'étaient persuadés que les ouvriers de l'Aérospatiale bloquaient le ravitaillement du village. J'ai dû écrire un papier pour que les gens comprennent que nous n'étions pas responsables de ce blocus. Nous perdions le soutien de la population.

Il est toujours plus difficile de terminer une grève que de la commencer. Persuader les gars qu'on n'obtiendra pas plus, qu'on s'est bien battu mais qu'il faut maintenant cesser la lutte relève parfois de l'exploit. Un mouvement syndical se mène difficilement. Une fois les accords signés, il faut savoir se retirer. Les frictions sont inévitables cependant.

Après les accords de Grenelle, il fallut remettre les ouvriers au travail. Ce ne fut pas facile, ils ne se résignèrent pas facilement à abandonner les barbecues et les parties de boules.

Avant de pouvoir reprendre le travail, il nous fallut convoquer une assemblée générale afin que chacun puisse voter. Les représentants qui avaient assisté aux débats à Paris menèrent les discussions. Objectivement, la majorité des gars était pour la reprise, ce que le vote valida bien sûr.

Nous avons demandé un constat des lieux dès l'évacuation des piquets de grève. Avec l'ingénieur et le chef d'atelier que la direction avait délégués, nous avons scrupuleusement contrôlé toute l'usine. Nous n'avons eu qu'un carreau de cassé et une courroie de photocopieuse à changer. Il faut dire que ça bombardait du côté des tracts.

Les premiers jours de la reprise furent animés de conversations incessantes. Chacun y allait de son petit souvenir. Il y avait les mécontents, les satisfaits. Certains jouaient les fanfarons avec leur « on aurait dû continuer » tout en pensant en leur for intérieur : « il était temps de reprendre parce que je n'ai plus un sou ». Une fiche de paye après trois semaines de grève a l'allure d'un jour sans pain. Nous a-t-on payé quelques jours de grève ? Je ne sais plus, il faudrait relire la convention de reprise.

Les apports de 68 au bout du compte ? Ils furent conséquents tout de même : le smic fut augmenté de 35 % et les délégués syndicaux furent enfin reconnus au sein de l'entreprise.

Après 68, chaque syndicat put nommer au sein de l'entreprise un délégué syndical chargé de faire le lien entre le patron et l'organisation. Les délégués syndicaux purent dès lors s'asseoir à côté des délégués du personnel autour des tables de négociations.

Alexis Ducros (dit Sissi)
Extraits tirés du livre « L'épopée Aérospatiale : Sissi et Fettu 1941 - 1982 »

La première femme déléguée à l'Aérospatiale

Nous avions beaucoup à lutter pour les revendications des femmes car le monde du travail était particulièrement injuste envers elles.

Par exemple, les coursières et les dactylos avaient un salaire de base inférieur au salaire minimum de l'entreprise. On leur versait un complément chaque mois pour atteindre ce minimum. Cela revenait donc au même me direz-vous.

Non, car quand on accordait une augmentation, leur salaire de base augmentait bien mais le complément diminuait d'autant. Ces femmes n'obtenaient donc jamais une rémunération correcte.

Claude Fettuciari,
première femme déléguée au Comité d'Entreprise, puis première déléguée du personnel défendit l'égalité salariale devant la direction.

La satisfaction de cette revendication légitime finit par aboutir en 1968.

Le plombier de Grasse

Alain Pebre, avait alors 18 ans. Il était fraîchement embauché dans l'entreprise de plomberie BETTI qui se trouvait avenue Sainte-Lorette à Grasse. Il fait resurgir aisément de sa mémoire cette période qu'il n'oubliera jamais et qui a été formatrice de sa vie.

On exécutait des travaux de plomberie dans l'entreprise Camera, quand des employés de l'usine Tournaire toute proche et qui étaient bien organisés, nous ont demandé de se joindre à leur mouvement et d'arrêter le chantier, ce que nous avons fait. A cette époque je n'avais pas encore de conscience syndicale, mais je vivais mal toutes les injustices. Alors j'ai participé à des manifs qui me paraissaient justes. Ce n'était pas de grosses manifs, mais elles étaient régulières.

Nous n'avons rien obtenu de plus de la part de notre employeur car nous étions une petite entreprise de 4-5 salariés, mais nous avons participé à notre manière à l'effort national. Les avantages sociaux obtenus, dont l'augmentation importante du SMIG ont été des récompenses justes. J'ai découvert à cette occasion la vie professionnelle et la lutte syndical.

Alain Pebre, retraité EDF-GDF

Mécanicienne à Cote d'Azur Textiles

Josette Bastelica-Broch était mécanicienne chez Cote-d'Azur Textiles (CAT), entreprise située quai des Etats Unis à Nice et qui employait une cinquantaine de salariés.

Elle crée en mai 1968 le syndicat CGT dans l'entreprise, auquel adhèrent 98 % du personnel. Après un mois de grève, les jeunes mécaniciennes obtiennent la reconnaissance du syndicat dans l'entreprise, la fin des amendes et retenues de salaire pour défaut de fabrication et une augmentation de 46,80 % de leur salaire moyen.

Avec un nouveau salaire de 650 francs mensuels, Josette mère de deux enfants en bas-âge, est convoquée dans le bureau de la patronne qui lui propose une rémunération de 2 000 francs par mois comme responsable commerciale. Secrétaire du syndicat dans l'entreprise, elle refuse cette proposition, quand bien même ses collègues de travail lui disent d'accepter.

En juillet 1970, elle est licenciée avec le lock-out de l'entreprise, la patronne ayant pris le fuite en Espagne avec plusieurs millions de francs. Après deux ans de procédure prud'homale, elle recevra avec ses collègues, 525 francs de congés payés non réglés.

Josette Broch

34 Bd Jean Jaures 06300 NICE ihscgt06@gmail.com

Un 68 qui changera la donne chez SPADA

Il était totalement connu que dans l'entreprise SPADA, il y avait un paternalisme très prononcé dans les rapports entre la direction et le personnel. Un certain nombre de salariés y trouvait leur compte mais la grande masse le subissait. Cependant, la direction régnant en maître absolu, c' était une entreprise ou la paie était supérieure à la moyenne.

Lorsque j'ai été embauché en mars 68, la semaine de travail était de 58 heures sur 6 jours, sans compter les heures supplémentaires obligatoires, ce qui se traduisait par des semaines de 70 heures en moyenne. C'était déjà travailler beaucoup pour gagner plus. Il est un fait que le patronat et leurs représentants politiques n'ont que de vieilles idées pour répondre aux aspirations nouvelles dans notre société moderne du monde du travail.

Un mois après mon embauche, j'ai posé la question à un groupe d'ouvriers du garage : « Quels sont les syndicats dans l'entreprise ? » Personne ne me répondit, chacun partant rejoindre son poste de travail. Je ne compris pas tout de suite. Jusqu'au moment où dans l'après midi, le forgeron me prit à part, pour m'expliquer que si je continuais à parler de syndicat, je n'allais pas faire long feu dans l'entreprise.

Il entreprit de m'expliquer longuement qu'au début des années 60, une petite équipe d'ouvriers avait essayé de créer un syndicat. Immédiatement, le jeu des promotions, mises au placard et licenciements se mit en place. Cette tentative avorta donc. Il me dit rapidement que lui était Cégétiste. Je lui ai répondu : « Alors nous sommes au moins deux, car venant d'une famille cégétiste, cela était naturel pour moi ».

Un mois passât, et les événements de 68 commencèrent. Dans l'entreprise une lourdeur s'installât. Les têtes se baissaient de plus en plus. Personne ne parlait à personne, sans doute que …
Chez moi tous mes frères et sœurs ainsi que mon père étaient en grève. Les débats syndicaux et politiques étaient forts et permanents. J'étais le seul à travailler . Cette situation durât les trois quarts du mois de mai. J'avais 22 ans, « j'étais en colère ».

Je cherchais quoi faire !!!

Parce que des groupes cégétistes étaient passés sur les chantiers pour faire arrêter les ouvriers, la direction prit l'initiative de regrouper tout le personnel (1 200 employés) et une grande partie du matériel au garage de l'avenue Denis Semeria à Nice. Elle avait compris qu'elle n'allait sans doute plus pouvoir contenir son personnel à l'écart de la grève générale.

Excédé de voir ce milieu d'ouvriers fuyant les réalités nationales, et excédé de ne pas faire grève comme les autres, je pris l'initiative de réunir tous les jeunes nouvellement embauchés dans l'entreprise pour leur expliquer qui si nous n'agissions pas nous ne serions jamais en grève. Je proposais de venir le lendemain à 4 h du matin pour bloquer les portes afin d'empêcher le personnel de rentrer et d'appeler à la grève. Inconsciente ou pas, toute cette petite équipe a été d'accord et le lendemain l'entreprise était en grève.

Nous avons été aidés par des cégétistes de la SNCF et des transports niçois qui étaient venus avec des dizaines de bus pour bloquer la rue Semenia. Parce que nous n'avions pas d'expérience syndicale, ils nous ont expliqué quoi faire : rédiger un cahier de revendications, aller voir la direction, mais surtout se syndiquer et créer le syndicat dans l'entreprise. Cela servirait après la grève pour faire appliquer les accords qui se dessinaient nationalement et pour continuer la lutte en se faisant respecter par la direction.

Ce fut le début d'un long combat qui continue encore aujourd'hui et qui changea la nature des rapports sociaux entre la direction et le personnel. De son côté, la direction mettait en place un syndicat autonome, qui était la « voix de son maître ». La CGT se structurait et prit toute sa place de vecteur de progrès social. Cela a été bénéfique au niveau des conditions de travail, de la réduction du temps de travail et de la rémunération. Mais surtout, l'ouvrier est devenu un véritable individu dans l'entreprise. L'ère de la vassalisation du personnel était terminée.

Des années après, on nous explique dans les médias que « 68 » n'a rien amené aux travailleurs et qu'ils ont été déçus … Quelle foutaise !!! Quelle contre-vérité !!! Certes, 68 n'a pas amené la révolution, mais il a permis un bond en avant considérable concernant la place de l'individu dans cette société moderne qui prenait naissance. De fait, la prédominance du patronat se modifiait considérablement. Même si celle-ci a regagné du terrain, il n'en reste pas moins que l'esprit de lutte demeure dans notre pays. Est-ce que parce que la droite et le patronat mesurent que leur politique et leur gestion peuvent entraîner une nouvelle révolte de masse ? Cela expliquerait leur acharnement à travers l'anniversaire de 68, à réécrire l'histoire avec des contre-vérités !
Je fais confiance au monde du travail français qui a toujours su apporter « la réponse » pour notre société évolue.

Jacques Tiberi

1968 à l'hôpital psychiatrique Ste Marie

Après 17 jours de grève et les accords des 4 et 5 juin 1968 de la commission paritaire nationale, les personnels avaient décidé de reprendre le travail.

Mais dès la mi-juin, le comité d'action intersyndical, issu du comité de grève, appelle les personnels à la vigilance. En effet, la direction a manifesté, à plusieurs reprises, d'en revenir aux moyens de vexation, de répression et aux brimades qu'elle avait coutume d'utiliser avant le mouvement de mai :
- licenciement arbitraire touchant un membre du personnel soignant, dûment diplômé et ceci sans faute professionnelle ;
- brimades envers le personnel du self ;
- retenue sur salaire des délégués syndicaux lors du déplacement de Privat ;
- non-respect des accords intervenus entre la direction et l'internat et de plus brimades ridicules en ce qui concerne le régime intérieur de l'internat ;
- dérobade systématique à la reprise du dialogue concernant le cahier de revendications.

Comme après 1936 où un délégué syndical CGT avait été assassiné sur son lieu de travail, la direction « Soeurs Marie de l'Assomption » veut régler ses comptes avec le personnel et les syndicats.

Devant cet état de fait, le comité d'action intersyndical issu du comité de grève décide :
1°) l'ouverture d'un cahier des brimades à la disposition de tout le personnel dont le siège sera une boîte aux lettres au local des délégués ;
2°) de se rendre auprès de la direction afin de faire respecter les accords des 4 et 5 juin de la commission paritaire nationale.

En même temps que les revendications des salariés, pendant et après tout le mouvement de grève, s'organisent des débats dans l'hôpital et dans les départements de la région PACA. Ils aboutissent à la mise en place de « collèges de psychiatrie », avec comme objectif de les transformer en instituts pluridisciplinaires de formation pour toutes les disciplines utiles dans ce champ et aboutir ainsi à une autre organisation des soins.

Jean Ferrandi

68 dans l'entreprise TNL

Traditionnellement il y a toujours eu émulation entre les cheminots et nous, à qui partirait le premier. Ayant eu vent d'un début de grève des cheminots d'Avignon et vu l'effervescence au niveau national, nous décidons d'arrêter le travail.

Nous occupons le dépôt en gardant le système normal d'organisation du travail. Toute le maîtrise étant à la CGT le roulement est établi, avec des gardes de nuit en plus. Nous avons fait 17 jours de grève sans incident. Les commerçants nous amenaient chaque jour de quoi nourrir tous les agents présents (pizzas, patates, viandes, fruits, etc.).

Le PDG ayant eu vent d'une éventuelle occupation par l'armée, téléphone devant nous au préfet en lui interdisant toute incursion dans le dépôt, reconnaissant par ailleurs qu'il ne l'avait jamais vu « dixit » aussi bien tenu.

Suite aux grèves de 68, nous avons obtenu :
- une augmentation des salaires de + 12 % ;
- la réduction du temps de travail de 44 à 40 heures ;
- le paiement des jours de grève ;
- des améliorations des conditions de travail (un dimanche sur 7 devient sur 4) et d'horaires, ainsi que divers aménagements dans l'organisation du travail ;
- la garantie de l'emploi !
- une semaine de congés supplémentaires.

Nous avons aussi participé à l'extension du mouvement dans d'autres entreprises. Nous avons aidé à débrayer 59 boîtes, et organisé 29 nouveaux syndicats. Sur ce point, quelques anecdotes

Nous instituons à la préfecture le syndicat des transports qui n'existait pas. Les patrons des boîtes de transports nous demandent alors une réunion qui se tient dans un local de l'avenue Jean Jaures. Les patrons des boîtes pas encore grévistes décident de fermer.

Des cheminots du bureau de la place de la Brigue voient un important rassemblement devant SPADA. Il faut dire qu'il y avait des années que nous essayions de contacter ces travailleurs en vain. Ces cheminots me connaissant, me téléphonent à notre dépôt. Je me rends sur les lieux où près des 500 employés sont présents. Je monte sur un banc et prends la parole.

Connaissant leurs problèmes, je n'ai aucun mal à les convaincre. Je leur propose de désigner 10 camarades pour se rendre à l'UD CGT. Très excité (je l'avoue) je fonce au dépôt annoncer la grande nouvelle à mes camarades traminots, puis je me rends Place St François où je retrouve TOUS les employés SPADA. La salle Pelloutier, les couloirs, les escaliers, sont bondés. Là, je trouve sur l'estrade les camarades du bâtiment et le syndicat se monte.

Comme je l'ai dit, au dépôt l'organisation du travail subsistait (avec en plus le barbecue et les boules). Un camarade venant prendre « son service » passe devant une entreprise de fabrique de pantalons (Clubmen). Une centaine de femmes et une dizaine d'hommes étaient dans la rue ne sachant pas quoi faire. Voyant un « TNL », ils s'adressent à lui demandant conseil. Lui-même ne sachant pas quoi leur dire, leur propose de venir au dépôt. Ainsi, nous voyons arriver le camarade, son solex à la main, suivi de plus de 100 femmes. Nous avons fait des cartes CGT provisoires sur des cartons, car nous n'avions plus de cartes.

Trois camarades venant au dépôt, passent avenue Auvarre devant un dépôt de 3 bus. Les employés les arrêtent. Ils téléphonent au patron : « Monsieur, il y a plein de TNL devant le dépôt ! »
Celui-ci répond : « Fermez tout et rentrez chez vous ».

Un curé qui avait demandé deux cars pour amener des enfants en Italie, nous demande l'autorisation de circuler, que nous lui accordons. Du coup, les quelques transports spéciaux se font avec un panneau « Avec accord du mouvement de grève ».

Jacques BUDUCA

Vendeuse à la Riviera

En Mai 1968, j'étais vendeuse à LA RIVIERA du groupe « LES DAMES DE FRANCE », grand magasin de commerce de détail non alimentaire, situé à Nice, à l'emplacement de l'actuelle FNAC .

La grève totale est partie après la violente répression policière des manifestations étudiantes de la région parisienne. Le personnel des grands magasins participe nombreux aux manifestations à Nice et dans les autres villes de la Cote d'Azur.

En ce qui me concerne, j'étais employée avec un contrat à temps réduit de 4 jours travaillés par semaine au lieu de 5, imposé par l'entreprise (et non choisi par moi-même) et donc avec une paie minorée.

Le résultat des grèves de Mai 1968 pour moi a été positif car j'ai obtenu une durée normale de travail et une paie itou. Avec cette mesure et les augmentations obtenues dans la branche, mon salaire a doublé !

Par ailleurs, il existait dans certaines professions, dont ce type de magasin, les « équivalences », à raison d'un quart d'heure par jour qui étaient du temps de présence non rétribué. Cette mesure prenait pour prétexte qu'à certains moments de la journée, les clients n'étant pas nombreux, il n'y avait pas de travail effectif ! Mais il y avait longtemps que ces temps « morts » avaient disparus car le personnel approvisionnait les rayons, nettoyait les rayonnages de présentation des produits à vendre, etc …
Après 68, ces «équivalences » ont disparues et la journée de travail est passée à 8 heures effectives et payées au lieu de 8 h 15 dont 15 mn gratuites.

Certains avantages en nature obtenus dont certains sont assez rigolos. Parmi eux je citerai :
- la fourniture par mois d'un paquet de serviettes ou de tampons périodiques par employée, quel que soit son age ;
- la fourniture par mois d'un paquet de poudre à laver pour le personnel utilisant les blouses fournies par l'employeur, mais lavées par le personnel.

Enfin, tous les jours de grève ont été payés.

Nicole SAURET

INSTITUT D'HISTOIRE SOCIALE
Alpes Maritimes
34 Bd Jean Jaures 06300 NICE ihscgt06@gmail.com

Jeune inspectrice à la recette des finances de Grasse

J'étais jeune inspectrice à la Recette des finances et représentante de la CGT-Finances et tout le personnel était en grève, on laissait quand-même deux personnes de permanence. C'était extraordinaire, il y avait beaucoup de monde dans les rues, et aussi beaucoup de CRS.

J'étais la seule CGT sur 30 membres du personnel, mais tous les jours nous formions un piquet de grève, devant la Recette des finances qui se trouvait à l'angle de l'avenue Général-de-Gaulle et de la route Napoléon, en face du Cours. Maintenant, il y a l'hôtel « Panorama ». On était à 200 mètres de la sous-préfecture et le trajet était court et simple pour nos manifs. En face de la sous-préfecture, il y a le collège Saint-Hilaire et un jour de manif, j'ai entendu un enfant dire à sa mère : "Maman, regarde, il y a une Sorbonne". Tout le monde était touché par mai 68.

Tous voyaient dans ces manifestations le moyen de progresser et pour nous de passer enfin aux 40 heures hebdomadaires, car à l'époque dans l'administration, on travaillait 45 heures. Mais nous n'avons pas obtenu les 40 heures, beaucoup de mes collègues ont cru aux promesses de réduction de la direction et d'un autre syndicat, mais en vain. Elles viendront plus tard.

Nos luttes nous ont quand-même permis d'obtenir l'embauche des auxiliaires, à Grasse et en France, et de nous faire payer nos jours de grève. Le plus impressionnant pour moi, c'était le trésorier-général, un homme austère, condescendant, je m'en rappelle encore. Pensez, pendant 3 semaines de grève, j'ai eu l'occasion de le rencontrer à Nice pour les négociations. Je n'oublierais jamais ce mois de mai 68.

Albine Mayaffre
engagée à la CGT depuis 1954

L'occupation du Palais des Festivals à Cannes

Mon mai 68 par JF Téaldi

Samedi 18 mai. Neuf millions de travailleurs sont en grève depuis deux jours. J'ai seize ans. J'ai adhéré en mars aux Jeunesses Communistes. Comme la plupart des lycéens je suis en grève, première d'une longue série, depuis quelques jours.

Ce jour là mon ami André Taddéï, dont la tante tient un cinéma à Cannes, a obtenu deux invitations pour aller assister au film de Carlos Saura «Peppermint frappé» avec Géraldine Chaplin. Je me fais une joie de pouvoir enfin pénétrer dans le Palais et d'assister à une projection. Jusque là, depuis plusieurs années, je me contentais avec ma mère d'aller aux abords des marches pour entrevoir quelques stars et glaner quelques autographes.

Il est onze heures. Nous sommes installés dans cette superbe salle, édifiée à la fin de la guerre grâce à la mobilisation de la CGT et du PCF. Palais qu'une mairesse parisienne de droite, inculte, Anne-Marie Dupuy, laissera détruire quelques années plus tard....
Carlos Saura et Géraldine Chaplin, alors son épouse, sont sur scène pour présenter leur film. Des cris se font entendre, une vague déferle dans la salle. Truffaut, Malle, Godard... une vingtaine de jeunes cinéastes et techniciens envahissent la scène ; parmi eux ceux qui plus tard, lorsque je couvrirais le festival pour FR3, deviendront des amis Jean Daniel Simon et Jean Gabriel Albicocco, ce dernier très remonté.

Ils prennent la parole, déclarent qu'il faut s'opposer au pouvoir gaulliste. Truffaut veut fermer le Palais, hors de question que le Festival se poursuive ! Godard propose d'apporter les films aux étudiants qui occupent La Sorbonne. Cloué sur mon siège, je suis ravi d'assister à ma première... révolution de palais !

La salle est divisée. Derrière nous Robert Favre le Bret, Délégué général du Festival, portant smoking et nœud papillon, s'en prend aux envahisseurs. Des réalisateurs montent sur scène et annoncent qu'ils retirent leur film. Milos Forman est le premier. «Au feu les pompiers» ne sera pas projeté.
Pensant stopper la contagion les organisateurs ouvrent le lourd rideau qui masque l'écran et envoient les premières images de Peppermint Frappé. Les cinéastes se suspendent au rideau pour empêcher son ouverture. Géraldine Chaplin hurle : «Nous ne voulons pas de projection !». Le ton monte.

La projection s'arrête pour laisser place aux débats qui vont durer des heures entre la scène occupée et la salle. J'assiste émerveillé à ces propositions visant à changer le cinéma, son industrie, ses pratiques.

A 13 heures, la productrice Mag Bodard retire son film, suivie de Richard Lester qui retire Petulia. Une heure plus tard quatre membres du jury Monica Vitti et Louis Malle, présents dans la salle depuis le matin, Roman Polanski et Terence Young démissionnent.
Robert Favre Le Bret annonce la mort dans l'âme la fin de la compétition. Les cinéastes ont gagné.

En milieu d'après midi, nous sortons. Les marches du palais sont envahies par les salariés des entreprise boccassiennes Aloa Marine (qui construit des voiliers de course croisière) et CLBI (Cannes La Bocca Industries qui fabrique des locomotives et du matérie roulant) ; sit-in, banderoles de la CGT, lycéens de Carnot qui discutent par mégaphone interposé avec Claude Lelouch, Louis Malle et Jean Yanne. Une quête de solidarité avec les grévistes est lancée.

Les jours suivants dans le Palais occupé, des centaines de professionnels et le public, pour une fois invités, débattront de la crise du cinéma et des mesures à prendre pour en sortir.

Certains pensèrent que le Festival était mort. Il renaîtra l'année suivante donnant même naissance à la Quinzaine des Réalisateurs créée par la Société des Réalisateurs de Films.

Ce jour là, je ne me doutais pas que durant vingt-cinq ans je recevrai sur le plateau de France 3 tous les grands noms des réalisateurs présents à la Quinzaine et à la Semaine de la Critique, dont un certain Louis Malle, rencontré dans son appartement à Rio, avec qui nous avions évoqué ces journées avec nostalgie...

Jean-François Téaldi*
*Extraits de mon ouvrage « Festival de Cannes- Stars et Reporters » (Editions du Ricochet)

INSTITUT D'HISTOIRE SOCIALE
Alpes Maritimes
34 Bd Jean Jaures 06300 NICE ihscgt06@gmail.com

Mai 68 à Cannes

Le festival continue et nous venons quotidiennement Sylvie Fennec et moi de St Tropez à Cannes. Nous passons des A.G. aux projections mais il n'y a pas de projections parallèles et nous devons donc être habillés (minimum costard et nœud papillon car je n'ai évidemment pas de smoking !) Nous sommes obligés de nous changer en arrivant à Cannes. Gentiment Roman Polanski (8) - auteur de mon premier film " La fille d'en face" qui est membre du jury et sa femme, dont nous faisons la connaissance, Mai 68 en deux mots pour moi c'est à la fois juste avant mon mariage avec Sylvie (1) qui est l'héroïne du film « Adelaïde » que mon producteur (Les films Numbers One) présente à Cannes... ce sont les assemblées générales, surréalistes... les copains qui ferment le rideau ... on est logé, Sylvie et moi, à Saint Tropez car il n'y a pas de place dans les hôtels !

Je suis donc partagé entre les A.G. sur la place des lices à Saint-Tropez avec les camarades de l'UD –CGT, dirigées pour une part importante par les camarades de l'usine des torpilles (Arsenal de Toulon) qui se réunissent tous les matins pour voter la reconduction ou non de la grève, et le " bordel" des A.G. des cinéastes à Cannes ... A Saint Tropez beaucoup de gens de droite font la gueule ... mais " gentiment" car l'argent manque, l'essence aussi, et ces gens de droite vont être adorables avec nous ! nous permettant de manger, nous prêtant un peu d'argent ... ces gens s'appellent Jacques Chazot (2), Johnny Hallyday, Jean-Marie Rivière, Jean Lefèvre - qui joue à ce moment-là avec de Funès dans le gendarme de Saint-Tropez ....

Une fois le Festival arrêté ... nous sommes toujours là sans possibilité de rentrer car plus d'essence du tout et plus de banques ouvertes ... mais il y a pire non ? que d'être otage de Saint Tropez !!

Alors là scandaleusement - je crois - alors que toute la France est en arrêt... le tournage du gendarme de St Tropez continue ... pendant encore quinze jours ! Et pourtant beaucoup de gens travaillant sur ce film sont syndiqués - et quand on dit syndiqué on entend CGT - mais la pression, je devrais même dire les menaces faites par les deux producteurs (SNC et Franca films), qui à cette époque produisaient trois films par an, est simple : " si vous vous mettez en grève plus de film chez nous " « ni avec moi » aurait surenchéri De Funès. Cette situation met en colère à juste titre les dirigeants de la Fédération Nationale du Spectacle et le Syndicat des Techniciens ... qui apprenant que je suis sur place ... non seulement me passent une avoinée ... mais me disent tu vois tous les copains du film et ils arrêtent ! ... je vais mettre huit jours à y parvenir et ça restera une plaisanterie des copains jusqu'à aujourd'hui ... comme quoi j'étais si bien là-bas avec ma fiancée, que je n'ai vraiment pas fait grand-chose ... pour arrêter ce film !!

Toujours coincés là-bas ... nous prenons un verre un soir avec Daisy de Galard qui produisait Dim Dam Dom (3) et avec laquelle j'avais travaillé et qui du temps où elle était à "Elle", avait fait faire plusieurs couvertures du journal à Sylvie. Passe dans ce bar un chanteur qu'elle nous présente et qui va nous sauver (!) en nous emmenant dans son petit avion le lendemain matin, ce chanteur c'est Gilbert Bécaud !

Mai 68 à Cannes c'est aussi un état d'esprit des jeunes réalisateurs et réalisateurs de courts métrages qu'il faut saisir. Cet état d'esprit que l'on retrouvera à mon sens dans les quelques assemblées générales ouvertes au public et qui nous montrera que notre démarche et celle du public se rencontrent souvent ... Cela nous mènera à envisager la Quinzaine des Réalisateurs à cause même de la censure exercée à cette époque (la Religieuse de Jacques Rivette (4) tirée de Diderot est interdite par le ministère de l'intérieur) à pousser au changement fondamental de la politique du conseil d'administration du Festival et à sa composition même … Jusqu'en 68 les films sont choisis avec l'aval du Ministère des Affaires étrangères qui a voix prépondérante.

Par exemple vu les rapports de la France avec les USA il faut environ 5 films américains dans la compétition ... vu le rapport Est-0uest, l'URSS aura le droit à 3 ! Et là encore ce sont les diplomates soviétiques qui décideront : ils voudront Bondartchouk (5) et pas Paradjanov (6) (le "dans la ligne "plutôt que le "novateur contestataire ") Donc pas de films d'Afrique, d'Amérique latine, d'Asie en dehors du Japon ...

Toutes ces rencontres et ces débats en A.G. à Cannes vont donc nous pousser à imposer dès la création de la SRF (Société des Réalisateurs de Films) qui se préfigure déjà sur place à agir sur tous les terrains de ce qui nous semble nécessaire pour que **"les films naissent libres et égaux entre eux"**

Pendant que nous sommes en A.G. à Cannes ... à Paris se créent les Etats généraux du Cinéma avec lesquels nous sommes en liens quotidiens.
Claude Chabrol (7) y défend le Cinéma « gratuit » ce qui nous poussera dès 1969 à ne pas faire payer à la première quinzaine des Réalisateurs !!! On ne restera pas longtemps sur cette position : des "gosses" entrent et sortent de notre salle en hurlant et perturbant le film et les réalisateurs invités se plaignent ... ! Nous prendrons donc la décision de faire payer un droit d'entrée symbolique : 75 centimes ! Et le calme reviendra ... pour que les films soient vus comme il se doit ! Sharon Tate, nous proposent de nous changer dans leur chambre au Carlton ... Ce que nous ferons bien sûr ! Quelle tristesse un an plus tard d'apprendre le drame.
Cet épisode cannois fera que dans certains milieux bien réac ... on m'appellera les années suivantes " le communiste en smoking" !

Je n'étais pas arrivé à Cannes le jour où Godard, Claude Berri, Jérôme Kanapa (9), François Truffaut ... et bien d'autres sont montés sur la scène et ont voulu empêcher la projection d'un film ! Face à eux les représentants de la Chambre des producteurs. Ils se sont battus et la projection n'a pas eu lieu. C'était d'un côté la nouvelle vague et ses partisans et de l'autre côté les producteurs d'"Angélique, marquise des Anges " entre autres, deux mondes, deux visions du Cinéma.

Des gens dont je faisais partie, plus tard le même jour, en A.G., se sont exprimés pour essayer de dire qu'il fallait que ces deux formes de cinéma existent et qu'empêcher l'une ou l'autre de vivre, c'était à nouveau s'enfoncer dans la censure, dans l'intolérance et très vite à la désertification des salles. Je n'oublierais jamais avoir été pris à partie par un réalisateur connu qui en gros s'attaquait à moi car je n'étais " pas assez révolutionnaire et que comme tous les cocos on ménageait la chèvre et le choux ". J'ai appris que - quelques jours après - ce réalisateur-producteur signait un magnifique contrat sur le yacht d'un financier ! Yacht qui bien entendu était ancré au large de Cannes hors des eaux territoriales par "peur du rouge " ! Prudence !
Le rideau fermé, la direction du Festival se réunit et, un certain nombre de membre du jury dont mon ami Roman Polanski ayant démissionné, décide le Président de l'époque Robert Favre Lebret à clore - dans l'amertume et la rage - le festival.
Quant à nous, mais je l'ai déjà raconté, nous repartons sur Saint-Tropez et allons " galérer" luxueusement, quelques jours avant de pouvoir rentrer sur Paris continuer le combat !

Au-delà de ce récit je souhaite compléter mon analyse sur les rapports des jeunes cinéastes de 1968 avec les normes de l'époque. Je pense que cela peut aussi alimenter un débat car tout cela fut vraiment douloureux pour certains. Certains anciens dirigeants du syndicat des techniciens m'accusant d'avoir fomenté avec mon parti ... leur exclusion de la CGT. Pour bien comprendre un certain nombre était « technicien réalisateur » comme beaucoup d'autres, contrairement à nous qui nous sentions" créateurs " ... Hélas notre utopie n'aura duré que le temps d'une rose ! Sans ou avec allusion politique ! Car finalement cette vision qu'ils avaient c'est exactement celle qu'ont les producteurs d'aujourd'hui et surtout les chaînes de télévision.
Hélas toujours partenaires de la production cinématographique, les réalisateurs sont des " employés - techniciens " aux ordres des annonceurs et de leurs représentants.

Récit de Jean Daniel Simon cinéaste

Il faut restituer les problèmes qui vont mener à la création de la SRF. Mon analyse aujourd'hui est la suivante ... Repartir de la nouvelle vague autant du point de vue des problèmes nouveaux posés aux réalisateurs par rapport au métier de "technicien". On est face à un changement total : plus de tournage en studio mais en décors naturels donc nécessité de créer de nouveaux outils ; par exemple la Dolly qui permettait de faire des travellings tout en faisant un petit mouvement de grue en studio, est trop large dans un appartement pour franchir les portes. Il va donc falloir inventer un nouvel engin qui pourra passer dans les portes en ayant quand même un siège pour le cameraman.

Certains métiers de studio vont disparaître peu à peu (sur le tournage du film « les amours célèbres » par exemple les décors sous la direction de Georges Wakhevitch (10), l'équipe de décors des peintres doreurs sera capable de reconstruire admirablement en studio la galerie des glaces de Versailles) Ce métier comme beaucoup d'autre va disparaître en France car les films en studio deviennent de plus en plus rares.

Les problèmes de rémunération des jeunes réalisateurs se posent de façon nouvelle. Salaire en participation, les normes de production n'ont plus rien à voir. Il y a de plus en plus de réalisateurs producteurs ; certains producteurs profitant bien entendu de la situation.

Le syndicat des techniciens défend les salaires et ceux-ci ne comprennent et n'acceptent pas ces évolutions. Par la même suite l'importance grandissante de la télé qui devient coproducteur ou diffuseur. Le syndicat n'acceptera pas que les monteurs de la télévision ayant « monté » des télé films, soient comptabilisés pour l'obtention d'une dérogation pour monter un long métrage.

On peut comprendre que toutes ces mutations qui réellement désorganisaient le travail, tel qu'il avait été, aient poussé à de graves incompréhensions d'une partie des techniciens au point que quelques années plus tard il y aura scission entre le syndicat des techniciens et ceux qui s'en allèrent et qu'on appelait la rue de Tretaigne (11). Pour nous jeunes réalisateurs nous étions nombreux dont le cœur battait avec celui du syndicat des techniciens mais nous n'y retrouvions pas nos préoccupations d'auteur- réalisateur.

La création en mai 68 de la Société des Réalisateurs de films va combler ce vide : plate-forme du cinéma : les films naissent libres et égaux entre eux ... les commissions au CNC (Centre national de la cinématographie), la quinzaine, les festivals du court métrage, les rencontres, les débats la fin de la compétition entre nous un nouveau type de rapport à l'avance sur recette etc. Je me permettrais ici de citer les réalisateurs "engagés" membres des premiers conseils d'administration de la SRF qu'on ne peut suspecter d'avoir voulu "prendre la place du syndicat des salariés " comme certains nous en accusèrent) : Louis Daquin (12), Jérôme Kanapa, Jean-François Adam (13), Franck Cassenti (14), Pascal Aubier (15), René Gilson (16), Charles Bitch, François Chardeaux, moi même ...
Je me dois de dire que si soucis il y eut lors de la création de la SRF avec certains membres du syndicat des techniciens ce ne fut pas avec tous et que nous pûmes travailler main dans la main avec un certain nombre d'entre eux et surtout avec la direction de la fédération CGT du spectacle qui à mon avis avait compris notre démarche et les prémices de cette révolution des techniques et technologies dans nos métiers. Quelques années plus tard nous codirigerons d'ailleurs le festival du Court métrage et du long métrage documentaire trois coprésidents Raoul Rossi pour le syndicat des Techniciens, Pierre Braunberger (17) pour les producteurs de Court Métrage et moi pour la SRF.t

Le fait que depuis la libération la CGT soit membre du conseil d'administration du Festival a joué énormément. Quelques semaines mai 68 après se crée la Société des réalisateurs de films qui va dès 1969 créer la Quinzaine des réalisateurs. Tout cela changera fondamentalement le contenu du festival. Jusque-là les affaires étrangères ont un rôle prépondérant sur le choix des films et sur les pays représentés. Nous parviendrons à changer tout cela et à donner aux films du tiers monde la possibilité de concourir ce qui n'était pas le cas ...

Jean-Daniel SIMON né à Salon-de-Provence le 30 novembre 1942 Cinéaste, Il travaille successivement avec Maurice Pialat, Michel Boisrond, Marc Allégret, Roger Vadim, Claude Lelouch, Guy Gilles, Claude Faraldo et François Reichenbach. Il réalise ses premiers courts métrages pour le Cinéma : "Les Chroniques de France" pour Pathé Cinéma et pour la télévision dans les émissions : "Pour le plaisir" produite par Roger Stéphane, "Cinéma", produite par Frédéric Rossif, "Dim Dam Dom", produite par Daisy de Galard, "Cinq colonnes à la une", produite par Pierre Lazareff, Pierre Desgraupes, Pierre Dumayet, et Igor Barrère; "L'âge de..." produite par Daniel Karlin et Claude May. Dans la même période, il réalise de nombreux films publicitaires, dont plusieurs primés internationalement (Lotus et EDF). A 24 ans il réalise son premier long-métrage "La fille d'en face", il est alors le plus jeune metteur en scène de France. L'année suivante, après les évènements de 1968, se crée la Société des réalisateurs de films dont il devient secrétaire général adjoint, avec Pierre-Henri Deleau. Il œuvre à la création, au Festival de Cannes, de la Quinzaine des réalisateurs. De 1975 à 1977 il devient Président de la Société des réalisateurs de films, puis Vice-président pendant 8 ans. Il a été membre du jury de différents festivals internationaux : Hyères, Moscou, Belfort, Grenoble, Cannes (Caméra d'Or), Amiens, Leipzig, forum européen de Strasbourg, FIPA de Biarritz. Président du Festival international du court métrage et du film documentaire de Lille de 1977 à 1980. En 1982, il représente les réalisateurs au comité de lecture de Films A2. De 1986 à 1993, à la Commission d'Art et essai du CNC (Centre national de la cinématographie). En 2002, il est élevé au rang d'Officier des Arts et des Lettres. Sa Filmographie est immense, avec 16 films réalisés, 3 films comme acteur et 3 livres publiés. Son amitié avec Mohamed Lakhdar Hamina, Angela Davis est de longue date et sa complicité politique avec Jean Genet, entre autres, fait de lui un homme passionné et éclairé.

(1) **Sylvie Fennec** (Sylvie Fassio, née le 19 mai 1946 à Paris, France) est une actrice française de cinéma et de télévision. Elle débute au cinéma en 1968 dans le film Adélaïde. Pendant près de dix ans, de 1974 à 1980 et de 1983 à 1985, Sylvie Fennec a été le visage de la marque Monsavon. Après sa carrière d'actrice, elle se lança dans les décors de cinéma. Elle épouse Jean-Daniel Simon, son metteur en scène dans son premier film Adélaïde (1968)
(2) **Jacques Chazot** né le 25 septembre 1928 à Locmiquélic (Morbihan) et décédé le 12 juillet 1993 à Monthyon (Seine-et-Marne) où il est enterré, est un danseur étoile, écrivain et mondain parisien.
(3) **Dim Dam Dom** est une émission de télévision française destinée au public féminin, produite par Daisy de Galard
(4) **Jacques Rivette** est un réalisateur français, né à Rouen le 1er mars 1928 et mort le 29 janvier 20161.
(5) **Serge Bondartchouk** né le 25 septembre 1920 à Bilozerka (aujourd'hui en Ukraine) et décédé le 20 octobre 1994 à Moscou (Russie), est un cinéaste et comédien soviétique et russe, d'origine bulgare et ukrainienne. Il est l'un des réalisateurs majeurs du cinéma russe et soviétique. Son monumental Guerre et Paix(Oscar du meilleur film étranger 1968) représente, du point de vue international, la synthèse du langage cinématographique du XXe siècle. Son influence a été considérable.
(6) **Sergueï Paradjanov** né le 9 janvier 1924 à Tbilissi en RSS de Géorgie, mort le 20 juillet 1990 à Erevan en RSS d'Arménie, est un réalisateur qui fut controversé en Union soviétique (astreint en 1973 aux travaux forcés pendant quatre ans, puis incarcéré à différentes reprises jusqu'en 1982), mais très défendu et apprécié par les cinéphiles occidentaux. Un musée lui est consacré à Erevan, en Arménie, où il est considéré comme le grand cinéaste national.
(7) **Claude Chabrol**, né le 24 juin 1930 à Paris où il est mort le 12 septembre 2010, est un réalisateur français, également producteur scénariste, dialoguiste et à l'occasion acteur.
(8) **Roman Polanski**, né Roman Thierry Polański le 18 août 1933 dans le 12e arrondissement de Paris, est un réalisateur, producteur et scénariste franco-polonais, également comédien, ainsi que metteur en scène de théâtre et d'opéra
(9) **Jérôme Kanapa**, né à Neuilly en 1946, est un réalisateur, assistant réalisateur, scénariste, producteur et directeur de production français de documentaire, mort le 3 juillet 2014.
(10) **Georges Wakhévitch** est un créateur de décors, chef décorateur et costumier franco-russe, né le 18 août 1907 à Odessa (Ukraine), mort le 11 février 1984 (à 76 ans) à Paris. Il a créé plusieurs centaines de décors pour le cinéma, le théâtre, l'opéra et le ballet
(11) **La rue de Trétaigne** est une rue du 18e arrondissement de Paris.
(12) **Louis Daquin** est un réalisateur et scénariste français, né le 30 mai 19081 à Calais et mort le 2 octobre 1980 (à 72 ans) à Paris.
(13) **Jean-François Adam**, nom de scène de Jean François Albert Hermant Abraham-Adam1, est un réalisateur, scénariste, acteur et metteur en scène français né le 14 février 1938 à Paris (France) et mort (suicide) le 14 octobre 1980 (à 42 ans) à Paris.
(14) **Franck Cassenti** né le 6 août 1945 à Rabat est un scénariste et réalisateur français, pour le cinéma et la télévision. Il est aussi metteur en scène de théâtre.
(15) **René Gilson** né le 8 septembre 1921 à Arras (Pas-de-Calais), est un critique de cinémaet réalisateur français.
(16) **Pascal Aubier** est un acteur, réalisateur, scénariste, monteur et producteur de cinémafrançais né le 7 janvier 1943 à Paris (France).
(17) **Pierre Braunberger** est un producteur de cinéma français, né le 29 juillet 1905 dans le 11e arrondissement de Paris et mort le 16 novembre 1990 à Aubervilliers.

34 Bd Jean Jaures 06300 NICE ihscgt06@gmail.com